

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 21 janvier 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°555 ■

ASSISES NATIONALES
SUR LE CINÉMA

**Nécessité de promouvoir
la production, le
financement et
l'investissement**

P 16

AGRICULTURE, INDUSTRIE, CONSTRUCTION, COMMERCE...

Les secteurs clés qui boostent le PIB

L'économie nationale poursuit sa dynamique, enregistrant des taux de croissance positifs. En effet, le troisième trimestre 2024 a été marqué par une croissance économique de 2,0 %. Bien qu'en ralentissement par rapport à la progression de 6,0 % enregistrée à la même période en 2023, cette performance demeure positive. P 3



GESTION, CONTRÔLE ET
ÉLIMINATION DES DÉCHETS

**Les principaux axes
de la nouvelle loi
présentés**



La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali, a présenté, hier au Conseil de la nation, le texte de loi modifiant et complétant la loi n° 01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets. Ce texte vise à instaurer une économie verte et à doter les générations futures d'outils efficaces pour préserver la santé publique et l'environnement.

P 2

**ELLE COMPTE DOUBLER
SES CRÉDITS D'ICI À 2029**

**La BDL affiche
ses ambitions**

La Banque de Développement Local (BDL), dont l'ouverture du capital à travers la Bourse d'Alger a commencé hier lundi, prévoit de doubler le montant global de ses crédits à l'horizon 2029, le portant de 1 200 milliards (mds) de DA actuellement à 2 400 mds de DA dans cinq ans. L'augmentation du capital de la BDL, via la Bourse, servira à financer la stratégie de la banque pour les cinq années à venir, en augmentant son capital de 103,2 mds de DA à 147,4 mds de DA.

P 3

COMMERCE EXTÉRIEUR

**Les prix à
l'exportation en baisse
de 6,2 %**

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2024, les prix à l'exportation de marchandises ont connu une baisse de 6,2 % par rapport à la même période de 2023, tandis que les prix à l'importation ont enregistré une baisse de 4,7 %, indique l'Office national des statistiques (ONS).

P 3

PROJET SOUTH2 CORRIDOR

**Le ministre
Mohamed Arkab
ce mardi à Rome** P 4

AVEC UNE PRODUCTION
DE 907 000 BARILS PAR JOUR

**L'Algérie se classe
3^e en Afrique** P 5

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 80 dollars** P 5

GESTION, CONTRÔLE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Les principaux axes de la nouvelle loi présentés

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, *Nadjiba Djilali* a présenté, hier au Conseil de la nation, le texte de loi modifiant et complétant la loi n 01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, visant à asseoir une économie verte et à doter les futures générations d'outils efficaces leur permettant de préserver la santé publique et l'environnement.

Par R E.

Lors d'une séance présidée par le président du Conseil, M. Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, la ministre de l'Environnement a indiqué que le texte de la nouvelle loi reflétait "l'engagement de l'Algérie à passer vers une économie circulaire, permettant de réduire le volume des déchets, de protéger l'environnement et d'assurer un développement durable, à même de garantir un avenir plus durable aux générations futures". Le texte de la nouvelle loi prévoit plusieurs mesures, notamment l'élaboration de la stratégie nationale de gestion intégrée des déchets et la mise en place d'un système numérique pour leur gestion. Il s'agit également de l'introduction de nouvelles définitions inspirées des principes fondamentaux de l'économie circulaire consacrées par les Nations Unies. Le texte de loi consacre, en outre, des outils de planification, tels que l'élaboration du plan national de gestion intégrée des déchets ménagers et

assimilés et des déchets inertes, y compris les déchets dangereux. Les principes fondamentaux de l'économie circulaire ont été introduits dans ce texte de loi, notamment "le principe de responsabilité élargie du producteur". Ainsi, "Chaque producteur ou détenteur de déchets est tenu d'assurer ou d'œuvrer à assurer une valorisation des déchets". Le projet de loi prévoit, en outre, une conception écologique concernant l'introduction systématique des aspects environnementaux, à partir de la conception et du développement des produits en vue d'en réduire les effets environnementaux négatifs durant leur période de vie et le passage de "la

description de déchet" à "celle de substance ou de produit" après sa valorisation. Le projet de loi porte aussi sur une classification pyramidale des modes de traitement, le remplacement progressif de l'utilisation des produits plastiques à usage unique et la mise en place d'un système adapté par les producteurs et les distributeurs pour encourager les consommateurs à contribuer à la collecte sélective des déchets. Par ailleurs, le texte propose la révision des dispositions pénales et des sanctions et leur renforcement pour les rendre plus coercitives, ajoute la ministre. Les députés de l'APN avaient adopté le projet de loi le 23 décembre dernier. (APS)

Le ministre de la Justice tient une réunion avec la Haut-commissaire à la numérisation

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a tenu une réunion avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Ben-mouloud, indique lundi un

communiqué du ministère. La réunion tenue, dimanche, au siège du ministère de la Justice, en présence de cadres du ministère et du Haut-commissariat à la numérisation, a porté sur les moyens de ren-

forcer la coopération entre les deux secteurs, notamment s'agissant de "l'intégration des services numériques du secteur de la Justice dans le Portail national des services numériques".

TIPASA

171 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique depuis 2023

Un total de 171 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique depuis 2023 dans la wilaya de Tipasa, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Ces raccordements ont nécessité la réalisa-

tion d'un réseau électrique de basse et moyenne tension de plus de 80 km linéaires, au profit des communes de Tipasa, Attatba, Sidi Amar, Sidi Rached, Ahmer El Ain, Koléa et Bourkika, a-t-on ajouté de même source. Le montant total des investissements al-

loués à la réalisation de ces opérations de raccordement des 334 exploitations agricoles au réseau électrique, financées par l'Etat, est estimé à plus de 1,1 milliard DA, selon la même source. Des actions sont en cours pour la poursuite du programme de raccorde-

ment, a ajouté la même source, faisant état du recensement de 334 demandes de raccordement d'exploitations agricoles au réseau électrique, dont 77 ont été validées (les travaux de branchement sont en cours), tandis que 86 dossiers sont au stade des procé-

dures administratives, a-t-on fait savoir. A noter que la liste des exploitations agricoles concernées par le raccordement au réseau électrique est élaborée par la direction des Services agricoles avant d'être transmise à la direction de distribution.

RÉNOVATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ À ORAN

Lancement de plusieurs investissements par Sonelgaz en 2024

La wilaya d'Oran a enregistré, au cours de l'année 2024, plusieurs investissements dans le domaine du renouvellement des infrastructures et des réseaux d'électricité et de gaz, dans le but d'améliorer la qualité des services d'approvisionnement en ces deux sources d'énergie, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Direction de la distribution de "Sonelgaz" d'Oran. La Direction de la distribution de Sonelgaz d'Oran a réalisé un projet pour le remplacement des canalisations de distribution de gaz dans les communes d'Oran et de Bir El Djir, a-t-on fait savoir, ajoutant que le

projet consiste à remplacer le réseau de distribution de gaz sur une longueur de 11 km. "Pas moins de 5 km de la conduite en cuivre et en acier ont déjà été remplacés par des tuyaux en polyéthylène", a-t-on précisé, ajoutant que 610 raccordements seront, par ailleurs, réhabilités, sachant que ces travaux de rénovation et de réhabilitation sont réalisés sans interrompre l'approvisionnement en gaz, grâce à l'utilisation de la technique de "by-pass". S'agissant du réseau électrique, la même source a indiqué que de nombreux investissements ont été effectués, en 2024, notamment le remplacement des équipe-

ments de 16 transformateurs électriques, la création de quatre nouveaux transformateurs pour renforcer la capacité du réseau à répondre à la demande croissante, ainsi que le remplacement de 14 kilomètres de réseau de distribution électrique de moyenne tension et de 4 kilomètres de réseau de distribution de basse tension, en plus de la construction de 6,5 kilomètres de réseau de distribution de basse tension. La direction poursuit ses investissements pour l'année 2025, avec d'autres projets, comme le remplacement des équipements de 12 transformateurs électriques, le renouvellement de 6,5

kilomètres de réseau de moyenne tension, le remplacement de 4,5 kilomètres de réseau de distribution de basse tension, et la construction de 8,5 kilomètres du nouveau réseau. Ces investissements visent à renforcer et garantir la qualité et la continuité du service du réseau électrique, ainsi qu'à augmenter l'efficacité du réseau de distribution, a-t-on souligné de même source, ajoutant que la direction réaffirme son engagement continu à développer ses infrastructures pour offrir des services de l'énergie électrique de haute qualité, contribuant ainsi à promouvoir le développement économique et social.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AGRICULTURE, INDUSTRIE, CONSTRUCTION, COMMERCE...

Les secteurs clés qui boostent le PIB

L'économie nationale poursuit sa dynamique, enregistrant des taux de croissance positifs. En effet, le troisième trimestre 2024 a été marqué par une croissance économique de 2,0 %. Bien qu'en ralentissement par rapport à la progression de 6,0 % enregistrée à la même période en 2023, cette performance demeure positive.

Par Mourad A.

Selon le dernier rapport de l'Office National des Statistiques (ONS), intitulé « Les comptes nationaux trimestriels au 3e trimestre 2024 », l'augmentation du produit intérieur brut a été principalement soutenue par des secteurs clés tels que l'agriculture, les industries manufacturières, la construction, le commerce ainsi que les transports et communications. En dépit de ce ralentissement global, ces secteurs essentiels continuent de démontrer leur solidité, reflet des réformes et des efforts de diversification économique menés par le gouvernement. Le secteur agricole, avec une croissance de 5,3%, confirme son rôle central dans l'économie du pays. Les politiques de soutien aux exploitations agricoles et les incitations fiscales visant à promouvoir l'investissement dans les technologies agricoles ont été décisives. Ces réformes ont permis d'améliorer les rendements tout en renforçant la sécurité alimentaire nationale. Parallèlement, les industries manufacturières, qui ont enregistré une progression de 5,1%, bénéficient des initiatives d'industrialisation et de l'aménagement de zones industrielles dédiées. De plus, l'accès facilité au financement pour les PME et PMI a contribué à diversifier l'offre industrielle et à accélérer la substitution des importations.

Avec une hausse remarquable de 7,1%, le commerce se distingue comme l'un des secteurs les plus performants. Cette croissance est principalement attribuée à l'augmentation de la consommation interne, qui a progressé de 2,9%, bien que marquée par un léger ralentissement par rapport à 2023. En outre, les réformes récentes, visant à numériser les transactions et à réguler le commerce informel, semblent avoir porté leurs fruits. De son côté, le secteur des transports et des communications a enregistré une croissance de 4,0%, soutenue par des investissements publics massifs dans les infrastructures. Les réseaux ferroviaires, routiers et portuaires ont été améliorés, facilitant ainsi la mobilité des biens et des personnes. En outre, la digitalisation des services de communication a renforcé l'activité du secteur. Le secteur de la construction, avec une croissance de 3,5%, montre des signes positifs de reprise. L'augmentation de 8,9% de la formation brute de capital fixe, s'élevant à 2 853,1 milliards de dinars, témoigne des efforts pour relancer les grands projets d'infrastructure et répondre à la demande croissante de logements. Cependant, malgré ces performances encourageantes, certains défis persistent. Le secteur des industries extractives a enregistré une chute drastique de 11,5%, en raison de la baisse notable de la production de gaz naturel. Cette performance contraste fortement

avec la croissance de 21,2% observée à la même période en 2023. Sur le plan extérieur, les exportations de biens et services ont reculé de 9,7%, principalement en raison de la baisse de 13,7% des exportations de biens. Toutefois, les exportations de services ont enregistré une forte hausse de 41,2%, mettant en lumière le potentiel encore largement inexploité de ce segment. Le produit intérieur brut (PIB) en valeurs courantes atteint ainsi 9 072,1 milliards de dinars contre 8724,0 milliards au même trimestre en 2023, marquant ainsi une croissance de 4,0%. Parallèlement, le niveau général des prix a progressé de 1,9%, après une baisse de 0,7% une année auparavant. Cela témoigne d'une certaine stabilité de l'économie nationale. Toutefois, pour maintenir cette dynamique positive, il sera essentiel de poursuivre les réformes structurelles, d'accélérer la diversification économique et de renforcer les secteurs porteurs, tout en s'attaquant aux vulnérabilités liées à la dépendance aux hydrocarbures. Les performances sectorielles du troisième trimestre 2024 montrent l'impact positif des réformes entreprises par le gouvernement. Bien que des défis demeurent, ces résultats illustrent le potentiel de transformation et d'adaptation de l'économie algérienne face aux exigences d'un environnement mondial en constante évolution.

ELLE COMPTE DOUBLER SES CRÉDITS D'ICI À 2029

La BDL affiche ses ambitions

Par Réda Hadi

La Banque de Développement Local (BDL), dont l'ouverture du capital à travers la Bourse d'Alger a commencé, hier lundi, prévoit de doubler le montant global de ses crédits à l'horizon 2029, le portant de 1200 milliards (mds) de DA actuellement à 2400 mds de DA dans cinq ans. L'augmentation du capital de la BDL, via la Bourse, servira à financer la stratégie de la banque sur les cinq années à venir, en augmentant son capital de 103,2 mds de DA à 147,4 mds de DA. Cette opération prévoit l'émission de 44 200 000 actions pour souscription, chacune ayant une valeur nominale de 1 000 DA. Le prix d'émission des actions est fixé à 1 400 DA avec une décote 146.39 DA sur une valeur d'action de 1 546.39 DA. L'opération s'étalera du 20 janvier au 20 février 2025, période durant laquelle la banque effectuera une offre publique de vente (OPV) de 44,2 millions d'actions, représentant 30% de son capital social. S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, M. Lalmas Directeur général de cette banque a affirmé que la BDL «prévoit de doubler les montants de ses crédits octroyés à sa clientèle, actuellement à hauteur de 1200 milliards DA, les portant à 2400 mds de DA à l'horizon 2029».

La Banque prévoit, en outre, d'augmenter son bénéfice net à 33 mds de DA en 2029, contre 17,5 mds de Da réalisé en 2023. Avec l'augmentation de son capital, via la bourse d'Alger, la banque prévoit également d'investir autour de 30 mds de DA sur les cinq prochaines années pour moderniser son infrastructure, en suivant les évolutions technologiques. Elle compte aussi élargir son réseau, avec l'ouverture prévue d'une cinquantaine d'agences. Cela va lui permettre aussi d'aller plus loin dans la digitalisation des prestations, des processus internes, et des métiers de la banque pour plus d'efficience. Ce sera une étape historique pour la banque, qui lui permettra d'élargir sa capacité de financement et de donner en parallèle un nouveau souffle à l'économie nationale a relevé le PDG de la BDL. Et de préciser que l'initiative s'inscrit dans le cadre des réformes structurelles entreprises par les autorités publiques pour moderniser le secteur financier et renforcer la gouvernance des banques publiques. La campagne de sensibilisation pour l'augmentation du capital social de la Banque de développement local a donc débuté hier. Des sorties seront organisées en collaboration avec les partenaires de la banque pour inciter à la souscription au capital de la BDL via l'achat des nouvelles actions dans le cadre de cette opération

hauteur de 30%. Selon le premier responsable de cette banque ces sorties de terrain ont servi et serviront d'être un point de rencontre avec d'éventuels investisseurs, selon Lalmas. En somme ce sont les petits porteurs qui sont principalement ciblés par cet appel public à l'épargne, affirme-t-il. Ce qui permettra, selon M. Lalmas, aux investisseurs de bénéficier d'un rendement annuel pouvant atteindre 13%. Sur les 44,2 millions actions émises, 40% sont destinés aux personnes physiques, 30% aux personnes morales alors que les 30% restants sont dédiés aux investisseurs institutionnels. Autre avantage : la date de jouissance commence à compter du 1er janvier 2024, soit une année avant le lancement de l'opération, et les dividendes pour cette même année seront distribués à hauteur de 4,75% et seront exonérés d'impôts pendant cinq ans, comme le prévoit la loi. «Ce sera une étape historique pour la banque, qui lui permettra d'élargir sa capacité de financement et de donner en parallèle un nouveau souffle à l'économie nationale», a relevé à ce sujet le PDG de la BDL. Et de préciser que l'initiative s'inscrit dans le cadre des réformes structurelles entreprises par les autorités publiques pour moderniser le secteur financier et renforcer la gouvernance des banques publiques. De même qu'elle contribuera à accroître la capitalisation boursière de 40%.

COMMERCE
EXTÉRIEUR

Les prix à l'exportation en baisse de 6,2%

Par Sirine R.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2024, les prix à l'exportation de marchandises connaissent une baisse de 6,2% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2023, tandis que les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse de 4,7%, indique l'Office national des statistiques (ONS). Cette diminution des prix des exportations s'explique principalement par la baisse de 6,1% des prix des hydrocarbures durant les neuf premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, ainsi que par la diminution de 6,5% des prix des produits hors hydrocarbures sur la même période. En volume, les importations de marchandises ont augmenté de 13,2% au cours des neuf premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, tandis que les exportations ont enregistré une baisse de 5,3% sur la même période, précise la même source. En effet, les exportations de marchandises ont été évaluées à 4 960,5 milliards de DA au cours des neuf premiers mois de 2024, contre 5 584,8 milliards de DA pour la même période en 2023, enregistrant ainsi une baisse de 11,2%. Les importations ont atteint 4 628,8 milliards de DA durant les neuf premiers mois de 2024, contre 4 288,9 milliards de DA pour la même période en 2023, soit une hausse de 7,9% en valeurs courantes. Ces évolutions des échanges extérieurs de marchandises observées au cours des neuf premiers mois de 2024 entraînent un recul de l'excédent commercial, qui passe de 1 295,9 milliards de DA durant les neuf premiers mois de 2023 à 331,7 milliards de DA sur la même période de 2024, soit une diminution de 74,4%. Ainsi, une décélération du taux de couverture des importations de marchandises par les exportations de marchandises est constatée, celui-ci passant de 130,2% aux neuf mois de 2023 à 107,2% aux neuf mois de 2024. Par ailleurs, les termes de l'échange enregistrent également un recul, passant de 99% à 97,4% durant la même période de 2024.

MONNAIE
Le dollar en
baisse face à
l’euro

Le dollar était en baisse lundi peu avant l'investiture à la présidence des Etats-Unis de Donald Trump. Dans la matinée, la devise américaine refluit de 0,47% vis-à-vis de l'euro, à 1,0322 dollar, et lâchait 0,25% à la livre, à 1,2200 dollar. Le billet vert reculait également (-0,15%) face au yuan chinois . "La faiblesse du dollar américain a été encouragée par des informations sur des discussions positives entre le président élu Donald Trump et le président chinois Xi Jinping à la fin de la semaine dernière", selon un analyste. Donald Trump a qualifié l'appel de "très bon" et le dirigeant chinois a dit espérer un "bon départ" dans les relations bilatérales entre les deux superpuissances. Le président élu prévoit d'imposer, dès ce 20 janvier, des droits de douane de 25% sur tous les produits en provenance du Mexique et du Canada. Or une telle politique commerciale, considérée comme inflationniste par le marché ce qui présage d'un maintien des taux d'intérêts américains à un niveau élevé, avait contribué à gonfler le cours du billet vert.

PROJET SOUTH2 CORRIDOR
Le ministre Mohamed Arkab
ce mardi à Rome

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, participe, ce mardi à Rome, à la première réunion ministérielle des ministres de l'énergie des pays concernés par le projet "Corridor Hydrogène Sud" (South2 Corridor), qui inclut l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, a annoncé hier lundi le ministère Dans un communiqué. Il a reçu une invitation conjointe du vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale italien, M. Antonio Tajani, et du ministre de l'Environnement et de la Sécurité énergétique italien, M. Gilberto Pichetto Fratin. Mohamed Arkab sera accompagné, précise la même source, d'une délégation de

haut niveau comprenant le secrétaire d'État chargé des Énergies Renouvelables, Nourredine Yassaa, ainsi que les PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et celui de Sonelgaz, Mourad Adjal, en plus de plusieurs cadres du secteur. Cette rencontre, à laquelle participeront également la Commission Européenne et la Suisse en tant qu'observateurs, vise à renforcer la coopération dans les domaines des énergies renouvelables et du développement de l'hydrogène vert entre les pays concernés par le projet «Corridor Hydrogène Sud», qui représente un pilier essentiel dans la stratégie des pays impliqués pour la transition énergétique et le soutien à la transformation vers une économie verte et durable. Par cette participation, ajoute la même source, l'Algérie réaffirme son engage-

ment à renforcer la coopération régionale et internationale pour atteindre les objectifs d'énergie propre et de développement durable, illustrant ainsi sa vision ambitieuse de devenir un partenaire clé dans les efforts mondiaux pour relever les défis climatiques et garantir la sécurité énergétique pour tous. Un forum d'affaires sera également organisé en marge de cette rencontre ministérielle, réunissant les entreprises des pays concernés pour établir une feuille de route incluant les étapes futures afin de concrétiser ce projet ambitieux. Ce forum fait suite à la signature, le 14 octobre 2024 à Oran, d'un memorandum d'entente entre les entreprises des quatre pays visant à développer le projet du Corridor Hydrogène Sud.

PROTECTION CIVILE
Réunion du Comité bilatéral mixte algéro-tunisien
dans la wilaya d’El Oued

Le Comité bilatéral mixte algéro-tunisien de la Protection civile se réunira dans la wilaya d'El Oued dans le cadre du renforcement et l'amélioration de la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la gestion des risques naturels et technologiques, indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGCP). A cette occasion, le directeur général de l'Office national de la Protection civile

tunisienne, Abdessamed Ben Djedou, effectue une visite officielle en Algérie, accompagné d'une délégation composée de cadres centraux, du 20 au 21 janvier 2025, et sera reçu à son arrivée par son homologue de la DGCP, le colonel Boualem Boughlef, précise la même source. Au cours de cette réunion, les deux délégations "échangeront leurs expériences dans les domaines de la formation, de l'intervention et des secours aux population affectées, ainsi que les moyens de développer les mécanismes de coordination et de coopération régionale et internationale dans le domaine de la Protection civile, notamment la coordination opérationnelle liée à la lutte contre les incendies de forêts et les inondations, notamment le long de la frontière algéro-tunisienne", relève le communiqué. La même source précise que depuis la signature de l'accord de coopération en 1985, en vertu du

décret n 215-86 du 26 août 1986, qui consacre la coopération et l'entraide dans le domaine de la Protection civile entre l'Algérie et la Tunisie, la coopération entre les deux parties a connu un développement remarquable. Le communiqué ajoute qu'il a également été convenu d'organiser régulièrement des forums et des séminaires scientifiques conjoints sur la prévention et la gestion des catastrophes et des crises afin de renforcer les capacités opérationnelles des personnels et des agents de la Protection civile. La même source a en outre rappelé que sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une colonne mobile spécialisée dans l'extinction des feux de forêts à été envoyée le 20 juillet 2022, sous le commandement d'un officier supérieur, pour apporter aide et assistance face aux violents feux de forêts qui avaient sévi à cette période en Tunisie.

ANNABA

50 exposants attendus au
3^e Salon national Agroserve prévu
du 22 au 25 janvier

La 3^e édition du Salon national des conserves Alimentaires (Agroserve), prévu à Annaba du 22 au 25 janvier, accueillera 50 exposants de plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris, dimanche, des organisateurs de cette manifestation économique. Ce salon, qui constitue une halte permettant aux opérateurs économiques concernés et aux jeunes investisseurs de "mesurer les progrès réalisés dans le domaine des conserves alimentaires" et "d'identifier les besoins des producteurs pour améliorer la qualité et la compétitivité des produits en vue de leur positionnement sur le marché", a-t-on indiqué de même source. L'accent sera mis, au cours du salon, sur "les

moyens de lutte contre la concurrence déloyale" et sur "l'accompagnement des producteurs locaux spécialisés dans cette activité afin de leur permettre de développer leurs produits et d'assurer la pérennité de leur entreprise", a-t-on souligné. Le 3^e Salon Agroserve sera également mis à profit pour lancer "une plateforme numérique qui permettra aux opérateurs économiques d'échanger leurs expériences et de rechercher des solutions innovantes pour développer leurs produits et accroître leur compétitivité", ont encore fait savoir les organisateurs de la manifestation. Cet événement économique est organisé par l'agence de communication "AzedCom".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,27	-1,45	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,20	1,93	7,05	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2280,00	0,31	1,33	0,01	11,99	5,48	30043	68 498 040,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-11,52	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسمعة الاستهلاك ليوم 20 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date:20 Janvier 2025

سلطات		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلغ		
Produits		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	98	58	البطاطا	
	Tomate	96	112	8	الطماطم	
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف	
	Ail sec	495	562	429	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	61	الجزر	
	Navet	82	92	73	لفت	
	Choux fleur	69	79	60	قرنبيط	
	Choux	84	93	75	الكرونب	
	Courgette	194	210	179	الكوسة	
	Haricot vert	328	347	308	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	102	115	89	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	178	122	الكمونتين	
	Mandarine	102	163	110	الندرين	
	Orange	110	135	85	البرتقال	
	Citron	124	142	106	الليمون	
	Pomme locale	403	509	297	التفاح المحلي	
	Datte	525	657	394	التمر	
	Banane	416	432	400	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1889	1632	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	350	362	338	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)	
					المنتجات ذات الأصل الحيواني	

AVEC UNE PRODUCTION DE 907 000 BARILS PAR JOUR

L'Algérie se classe 3^e en Afrique

En 2024, l'Algérie se positionne comme le troisième plus grand producteur de pétrole en Afrique, au sein de l'OPEP, avec une production de 907 000 barils par jour. Bien que ce chiffre marque une légère baisse par rapport à l'année précédente, où la production était de 973 000 barils par jour, il reste significatif dans un contexte mondial marqué par des ajustements de production et des politiques de réduction volontaire décidées au sein de l'OPEP+.

Par Mourad A.

En effet, comme l'a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'Algérie, à l'instar d'autres membres de l'OPEP+, a maintenu son engagement envers la politique de réduction de production, contribuant à l'effort global de réduction de 2,2 millions de barils par jour décidé en janvier 2024. À cela s'ajoute une réduction supplémentaire de 48 000 barils par jour, entrée en vigueur en mai 2023. Par conséquent, la production algérienne devrait rester stable autour de 907 000 barils par jour jusqu'à la fin du premier trimestre 2025. Toutefois, selon les projections, une reprise progressive pourrait permettre à la production de dépasser le million de barils par jour d'ici 2026, une fois que les réductions volontaires seront entièrement levées. Cependant, l'Algérie n'est pas seule dans cette dynamique. Le classement des plus grands producteurs africains de pétrole a subi des changements notables en 2024. La première place revient au Nigeria, dont la production a atteint 1,41 million de barils par jour, en hausse de 7,1 % par rapport à 2023. Cette reprise est en grande partie due à des efforts réussis pour lutter contre le vol de pétrole et les sabotages dans la région du delta du Niger. Le pays nourrit même l'ambition de doubler sa production à 3 millions de barils par jour d'ici 2025. De son côté, la Libye, qui se classe en deuxième position avec 1,11 million de barils par jour, fait face à des défis considérables. En raison des conflits politiques internes et des fer-

metures répétées de ses principaux champs pétroliers, sa production reste bien inférieure à son potentiel. Par exemple, le champ de Sharara, qui produit environ 300 000 barils par jour, a été fermé à plusieurs reprises tout au long de l'année. Cette instabilité politique a freiné la capacité de la Libye à atteindre ses objectifs de production. Dans ce contexte de fluctuations mondiales et de politiques de production au sein de l'OPEP+, l'Algérie se trouve confrontée à des défis, mais aussi à des opportunités. Le pays continue de diversifier ses partenariats internationaux, notamment avec les géants de l'énergie, pour optimiser l'exploitation de ses ressources et compenser la baisse de production observée dans certains de ses champs pétroliers traditionnels. Alors que l'Algérie s'engage de plus en plus dans la transition énergétique, ses ressources pétrolières restent une source cruciale de revenus pour l'économie nationale. Le rôle de l'OPEP et des politiques de réduction de production sera déterminant pour l'avenir de la situation. L'objectif est de stabiliser le marché tout en répondant aux demandes mondiales croissantes, un défi majeur dans les années à venir.

Le Sahara Blend, le pétrole arabe le plus cher

En 2024, l'Algérie reste le leader du marché des pétroles arabes, affichant le prix le plus élevé parmi les principales matières premières de la région, malgré une tendance générale à la baisse des prix du

pétrole. Selon un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les prix des principales variétés de pétrole arabes ont enregistré une baisse notable, principalement en raison de la diminution de la demande mondiale et de la forte appréciation du dollar américain. Le prix moyen du panier de pétrole de l'OPEP a chuté à 79,89 dollars le baril en 2024, contre 82,95 dollars en 2023. Cette baisse est largement attribuée à un ralentissement de la demande, en particulier en Chine, ainsi qu'à la vigueur du dollar américain. Le prix du Brent a diminué de 2,31 dollars pour atteindre 79,86 dollars le baril, tandis que le West Texas Intermediate (WTI) a connu une baisse similaire, s'établissant à 75,76 dollars, soit une réduction de 1,84 dollar. Concernant les prix des principaux pétroles arabes, des baisses importantes ont été observées. Le Kuwait Export Blend a enregistré la plus forte diminution, chutant de 3,61 dollars

pour se stabiliser à 80,65 dollars le baril en 2024. Le Saudi Light Crude a baissé de 3,45 dollars, atteignant 81,49 dollars le baril, tandis que le pétrole Murban émirati a connu une réduction de 3,12 dollars, s'établissant à 79,73 dollars le baril. Le pétrole libyen Sidr et le Basrah Medium Crude irakien ont également subi des baisses, bien que moins marquées, avec des réductions respectives de 2,49 dollars et 2,31 dollars. Cependant, contrairement aux autres producteurs arabes, le Sahara Blend algérien a été le moins affecté par cette baisse. Le prix de ce pétrole n'a diminué que de 1,91 dollar, restant à un niveau relativement élevé de 81,73 dollars le baril, contre 83,64 dollars en 2023. Cette résistance face aux fluctuations du marché pétrolier souligne la position de leader de l'Algérie et sa capacité à maintenir une valeur relativement stable pour son pétrole. Le Sahara Blend algérien demeure ainsi le pétrole arabe le plus cher.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 80 dollars

Les cours du pétrole étaient en très légère baisse lundi, encouragés dans cette direction par l'accord de cessez-le-feu à Gaza. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, lâchait 0,40% à 80,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, reculait de 0,21% à 77,72 dollars. Les contrats à terme sur le pétrole brut ont baissé légèrement en raison de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à Gaza ", indiquent des analystes, ajoutant qu'un apaisement de la région contribue ainsi à réduire légèrement le cours du pétrole. Néanmoins, tous les yeux sont rivés sur l'investiture lundi de Donald Trump. Lui et l'industrie pétrolière américaine ont besoin "d'un prix du pétrole plus élevé pour augmenter considérablement la production pétrolière américaine au cours des quatre prochaines années", ce qu'il a promis de faire durant sa campagne, selon les analystes.

DEMANDE DE PÉTROLE EN 2025-2026

Les prévisions optimistes de l'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'attend à une croissance de la demande mondiale de pétrole en 2025 et en 2026, soutenue par l'économie mondiale qui devrait connaître une croissance "robuste et continue", notamment en Asie et dans d'autres économies développées. La croissance de la demande mondiale de pétrole devrait croître de 1,45 million de baril par jour (Mb/j) en 2025 pour atteindre un total de 105,27 mb/j, alors qu'en 2024, la consommation mondiale avait atteint 103,82 mb/j, a indiqué l'Opep dans son dernier rapport mensuel consacré au marché pétrolier. Pour l'année 2026, l'Organisation prévoit également une hausse de la consommation mondiale de pétrole qui serait de l'ordre de 1,43 mb/j pour un total de 106,63 mb/j. Selon le rapport, la hausse de la demande mondiale en brut est le fait de la croissance de l'économie mondiale qui devrait connaître une croissance robuste et continue de 3,1% en 2025 avec une légère accélération à 3,2% en 2026, tout en soulignant des "perspectives positives qui sont soutenues par la norma-

lisation anticipée de l'inflation et les ajustements correspondants des politiques monétaires dans les principales économies". A l'exception de la zone euro et du Japon qui devraient connaître une amélioration progressive de leurs taux de croissance modestes, les prévisions de croissance établies par l'Opep en 2025 sont révisées à la hausse pour les principaux pays consommateurs de pétrole notamment la Chine et l'Inde, ainsi que d'autres économies en développement. Ainsi, la croissance des Etats Unis devrait atteindre 2,4% en 2025, contre 2,3% en 2026, le Japon à 1% en 2025 et une croissance similaire en 2026, la croissance de la Chine pour 2025 reste à 4,7%, et celles pour 2026 à 4,6%. Les prévisions de croissance économique de l'Inde sont révisées à la hausse à 6,5% pour 2025 et devraient également croître au même niveau en 2026. Quant au Brésil, les prévisions sont révisées à la hausse à 2,3% et devraient encore augmenter à 2,5% en 2026. Dans ce contexte, l'Opep a soutenu que la demande mondiale de pétrole devrait augmenter respectivement

de 1,4 mb/j en 2025 et en 2026, soutenue par une activité économique toujours solide en Asie et dans d'autres pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans le détail, le rapport a précisé que la demande des pays de l'OCDE devrait croître d'environ 0,1 mb/j, tandis que la consommation des pays non membres de l'OCDE devrait croître d'environ 1,3 mb/j, principalement en Inde, en Chine, dans d'autres pays d'Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Ainsi, cette croissance de la demande mondiale en pétrole sera stimulée grandement par le secteur des services, notamment les transports terrestre et aérien, les activités industrielles, la construction, l'agriculture, ainsi que les industries pétrochimiques, a fait savoir l'organisation. S'agissant de l'offre mondiale, l'Opep s'attend à une hausse de la production des pays hors pays signatures de la Déclaration de coopération (DoC) membres de l'alliance de l'OPEP +, qui devrait augmenter en 2025 de 1,1 mb/j en glissement annuel, pour atteindre les 54,28 millions

de barils/j, et ce, en raison de l'augmentation de la production des Etats-Unis, du Brésil, du Canada et de la Norvège. La croissance de l'offre dans ces pays devrait aussi augmenter de 1,1 mb/j en 2026, pour atteindre un total de 55,38 millions b/j, tirée principalement par les développements des champs offshore, de l'amélioration de la production de pétrole de schiste et de l'extension des projets existants dans les installations de sables bitumineux. Les investissements pétroliers en amont dans les pays non membres de l'alliance Opep+ devraient s'élever à environ 278 milliards de dollars en 2026, soit un peu plus que les niveaux des dépenses prévues en 2025, a soutenu encore le rapport de l'Opep. Quant à la production de pétrole brut des pays participant à la Déclaration de coopération, elle a avoisiné les 40,65 millions b/j en décembre 2024, selon les données de l'OPEP, assurant que les pays de l'Organisation ont produit en moyenne 26,74 millions b/j, tandis que la production des pays non membres de l'Opep avait atteint 13,91 millions b/j.

R.E.

OULED DJELLAL

Lancement des travaux de réalisation d'un marché de proximité à Ras El Miad

Les travaux de réalisation d'un marché de proximité dans la commune de Ras El Miad (80 k à l'Ouest d'Ouled Djellal) ont été lancés dimanche. Le wali Abderrahmane Dehimi accompagné des autorités locales a présidé la pose de la première pierre de ce projet qui occupe un terrain de 5.700 m² à la cité Lemroukes Benhouili de Ras El Miad dans le cadre de la célébration de la journée nationale de la commune. Une enveloppe financière de 28 millions DA a été octroyée à la réalisation de ce marché de proximité dans un délai de quatre mois, selon les explications données sur site. La réalisation de ce marché qui disposera de 20 locaux de commerce, un bureau, un hangar et une loge de gardiennage s'inscrit dans le cadre du programme de soutien au développement socioéconomique des communes, a-t-on indiqué. A terme, ce marché offrira de meilleures conditions de travail aux commerçants et régulera leur activité, a indiqué de son côté le président de l'APC de Ras El Miad, Lakhdari Baâdj, qui a mis l'accent sur la vocation agricole par excellence de cette région qui connaît une large pratique de la plasticulture des fruits et légumes. Le wali a estimé que ce marché renforcera le commerce local, éliminera le commerce anarchique et rapprochera les marchands des citoyens, insistant le respect des délais contractuels et des normes de qualité dans la réalisation.

TÉBESSA

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de plus de 23.000 comprimés psychotropes

Les éléments de la Sûreté de wilaya de Tébessa ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de substances prohibées et saisi 23.612 comprimés psychotropes au chef-lieu de la wilaya, selon un communiqué publié lundi par ce corps constitué. Agissant à la suite d'informations fiables faisant état de la présence d'un individu transportant à bord d'un camion frigorifique une importante quantité de substances psychotropes à des fins de trafic, les éléments de la brigade de recherche et d'intervention sont parvenus à déterminer l'heure et le lieu où le suspect avait l'intention de transporter cette drogue, selon le même document. Les mesures aussitôt prises par les policiers ont permis d'intercepter le véhicule et de le fouiller, après avoir interpellé le suspect, ce qui a abouti à la découverte de cette quantité de substances psychotropes, soigneusement dissimulée dans la structure du camion. A la suite d'une enquête approfondie, neuf (9) autres individus impliqués dans cette affaire ont été identifiés, avant d'être arrêtés à leur tour et conduits au siège de la brigade, selon le même communiqué qui précise que tous les suspects ont été déferés devant le parquet de Tébessa qui les a écroués pour les délits "d'acquisition, de détention et de transport de substances psychotropes pour leur vente dans le cadre d'un groupe criminel organisé".

BATNA

Une délégation de l'APN en mission d'information dans la wilaya

Une délégation de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) se trouve depuis dimanche soir à Batna pour une mission d'information devant durer trois jours.

La délégation, conduite par Soumia Belkacem, rapporteur de la Commission, a suivi, en présence du wali, Mohamed Benmalek, un exposé détaillé sur le secteur de la santé dans la wilaya de Batna et sur ses principales réalisations, ces dernières années, ainsi que le bilan des activités enregistrées dans les différentes spécialités. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chef de l'exécutif local a mis en relief les moyens alloués par l'Etat pour soutenir ce secteur et améliorer les prestations fournies en se rapprochant des citoyens, avant de rappeler les nombreuses caravanes médicales régulièrement organisées au profit des habitants des zones reculées dans les différentes communes pour effectuer des consultations médicales gratuites et distribuer des médicaments. Le même responsable a également fait mention des journées chirurgicales qui pren-

nent en charge les malades démunis, vivant dans des zones éloignées, pour des auscultations et des soins en ophtalmologie (opérations de la cataracte, en particulier), pour le traitement des malformations congénitales chez l'enfant, ainsi que pour des greffes rénales, Batna étant devenue, ces dernières années, un pôle d'excellence dans ce domaine. Pour sa part, le directeur de la santé et de la population, Hamdi Chakouri, a fait part, dans son exposé, des efforts déployés pour soutenir les différents établissements de santé de la wilaya en moyens matériels et humains et pour étendre leur activité aux zones éloignées par, notamment, la réhabilitation et l'ouverture des salles de soins qui étaient fermées, en y établissant des permanences fonctionnant 24 heures sur 24. La responsable de la mission d'information temporaire, Soumia Belkacem, également rapporteur de la Commission de la santé,

des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle à l'APN, a souligné qu'à travers sa visite sur le terrain en compagnie des membres de la commission à Batna, "la mission entend s'enquérir de la situation du secteur de la santé au niveau local, à déceler les lacunes éventuelles et à recueillir les préoccupations afin de les porter devant les autorités centrales pour qu'elles puissent être examinées et traitées". La mission doit visiter, lundi, plusieurs établissements de santé au chef-lieu de wilaya, notamment le Centre hospitalo-universitaire (CHU), la clinique Mère et Enfant Meriem Bouattoura et l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) dans les urgences médicales, à Bouzourane, avant de visiter, les deux jours suivants, d'autres structures de santé dans plusieurs communes comme Barika, Ras Layoun, N'gaous, Arris, El Madher et Ain Djaaser.

TIZI-OUZOU

Une quinzaine de participants à la 3^e édition de la foire du miel

Une quinzaine (15) d'apiculteurs prendront part à la 3^eme édition de la foire du miel et des produits du terroir qui s'ouvrira lundi à Béni Douala, au Sud de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs de cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 24 de ce mois de janvier. Sur la quinzaine d'apiculteurs participant à cette foire, dont 13 de Tizi-Ouzou et 2 de la wilaya de Béjaïa, deux sont spécialisés dans la transformation des produits de la ruche. Traditionnellement organisée au centre ville du chef-lieu de wilaya, le choix de la localité de Béni-Douala pour cette 3^eme édition

est dicté par "une demande des apiculteurs eux-mêmes, mais aussi, le soucis de rapprocher les producteurs des consommateurs à travers l'ensemble des localités de la wilaya". L'objectif de cette foire est de "renouer le lien de confiance entre l'apiculteur-producteur et le consommateur et permettre à ce dernier d'acquérir un produit authentique à un prix abordable", a fait savoir, Salem Touati, de la coopérative agricole polyvalente de Tizi Ouzou (CAPTO), organisatrice de l'événement. La filière, grandement touchée lors des incendies ayant ravagé la wilaya durant l'été de l'année

2021 "s'est relevée, dans une grande propension, grâce, notamment, au programme d'indemnisation mis en place par les pouvoirs publics", souligné la même source. "L'unique contrainte qui persiste est l'instabilité des conditions climatiques et le renouvellement du tapis mellifère (carroubier, eucalyptus et acacias...), ce qui affecte, relativement, le rendement des ruches malgré la progression du cheptel " dira-t-il encore. Pour rappel, un fond spécial a été mis en place par les pouvoirs publics pour l'indemnisation des apiculteurs dont les ruches avaient

été touchées par les incendies ayant ravagé plusieurs localités de la wilaya durant l'été 2021. Ils étaient pas moins de 3 003 apiculteurs à bénéficier de ruches pleines et 920 autres apiculteurs à se répartir 11 751 ruches vides, selon un état communiqué par la direction locale des services agricoles. Organisée en collaboration avec la direction des services agricoles (DSA), la subdivision agricole de Beni Douala, la chambre d'agriculture, sous l'égide de l'APC de Béni Douala, la foire, qu'abritera la bibliothèque communale de la localité, s'étalera jusqu'au 24 de ce mois.

BATNA

160 habitations isolées éparpillées dans 7 communes approvisionnées en gaz propane

Un total de 160 habitations isolées, situées dans sept (7) communes montagneuses de la wilaya de Batna ont été approvisionnées en gaz propane, a indiqué dimanche le directeur de l'énergie et des mines, Abdelhamid Maafa. Le même responsable a précisé que les services concernés ont installé 103 citernes de propane pour une utilisation collective dans les communes de Timgad, de Taxlent, de Seggana, de Seffiane, de Gosbat, de Talkhemt et d'Ouled Sellam pour permettre aux familles vivant dans des zones isolées de bénéficier de cette énergie en attendant le raccordement de leurs habitations au ré-

seau du gaz naturel. M. Maafa a souligné que des "travaux étaient actuellement en cours pour parachever les procédures administratives préalables à l'installation de réservoirs de gaz propane pour un certain nombre de foyers de la commune de Larbaa, seule collectivité non encore raccordée au gaz naturel dans la wilaya de Batna". Selon le même responsable, les familles qui ont regagné leurs domiciles dans cette commune isolée et montagneuse "devraient être temporairement approvisionnées en gaz propane jusqu'à ce qu'elles soient raccordées au réseau d'approvisionnement en gaz naturel

dans le cadre d'un programme s'étalant sur la période 2025-2027". La direction de l'énergie et des mines avait déjà approvisionné 31 écoles primaires en gaz propane afin d'assurer le chauffage des élèves dans les zones isolées de 12 communes, mais cette énergie sera "bientôt remplacée par le gaz naturel qui a atteint certaines zones isolées, notamment dans les communes d'Oulad Ammar, d'El Djeddar et de Timgad, en attendant sa généralisation au reste des zones isolées", selon M. Maafa. Un objectif "activement poursuivi d'autant que la wilaya a mis en place tous les moyens pour l'atteindre", a conclu le directeur de l'énergie et des mines.

DÉRÉGLER LES CRYPTOMONNAIES
ET REMPLACER LES TRAVAILLEURS PAR L’IA

Donald Trump est soutenu par la Big Tech
pour réduire les impôts

L’investisseur Roger McNamee explique pourquoi la Silicon Valley réagit différemment à la seconde élection de Trump.

Par Amy Goodman (*)

Les milliardaires de la Silicon Valley et de la technologie font la queue pour soutenir la nouvelle administration Trump. L’homme le plus riche du monde, Elon Musk, est l’un des plus proches conseillers de Trump, qui a accueilli le milliardaire d’Amazon Jeff Bezos et le PDG de Meta Mark Zuckerberg pour des dîners à Mar-a-Lago. Amazon, Meta et Sam Altman d’OpenAI ont tous annoncé des dons d’un million de dollars chacun au comité d’investiture de Trump. Ce dernier a placé des cadres du secteur technologique dans toute sa nouvelle administration, notamment Ken Howery, cofondateur de PayPal, Scott Kapor et Sriram Krishnan, investisseurs en capital-risque, et David Sacks, patron du secteur technologique, que Trump a choisi comme « tsar » de la cryptographie et de l’intelligence artificielle. « L’essentiel consiste à remplacer les travailleurs par l’intelligence artificielle (AI), à remplacer la monnaie par les crypto-monnaies et à se débarrasser de toute forme d’imposition sur la richesse », explique l’auteur et ancien investisseur technologique Roger McNamee, qui encourage les gens à envisager d’utiliser moins de produits technologiques de la Silicon Valley. « Nous avons accepté toutes sortes d’atteintes à la vie privée, toutes sortes de surveillances, toutes sortes de manipulations en échange de commodités. […] Pourrions-nous accepter moins de commodités pendant un certain temps en échange de la reconquête de l’autonomie humaine ? »

Nous évoquons maintenant l’influence de la Silicon Valley et des milliardaires de la technologie dans la future administration Trump, alors que les entreprises technologiques s’alignent pour soutenir le président élu, ce qui constitue une différence majeure par rapport à son premier mandat. Le milliardaire de la technologie Elon Musk est l’un des plus proches conseillers de Trump. Au début du mois, il était présent lorsque le milliardaire d’Amazon Jeff Bezos a dîné avec Trump à Mar-a-Lago. Mark Zuckerberg, PDG de Meta, a dîné à Mar-a-Lago le mois dernier. Amazon, Meta et Sam Altman d’OpenAI ont tous annoncé des dons d’un million de dollars chacun au comité d’investiture de Trump. Ces annonces interviennent alors que Trump a choisi cette semaine Scott Kapor et Sriram Krishnan, deux cadres du secteur technologique, pour occuper des postes clés. Ils travailleront probablement en étroite collaboration avec un autre cadre du secteur technologique, David Sacks, que Trump a choisi comme tsar de la cryptographie et de l’intelligence artificielle. Comme nous l’avons indiqué précédemment, Trump a également nommé dimanche l’investisseur technologique milliardaire Ken Howery au poste d’ambassadeur des États-Unis au Danemark. Ken Howery a cofondé PayPal avec Max Levchin, Luke Nosek, Peter Thiel et Elon Musk. Pour en savoir plus, nous sommes rejoints par Roger McNamee, capital-risqueur de longue date de la Silicon Valley, auteur de Zucked : Waking Up to the Facebook Catastrophe [Tous zuqués : en route vers la catastrophe de Facebook]. Il a fait carrière pendant 34 ans dans la Silicon Valley et a été l’un des premiers investisseurs de Facebook.

Bienvenue dans l’émission Democracy Now ! Merci beaucoup de vous réveiller pour cette émission. Si vous pouvez commencer par parler de ce que vous pensez être le

plus important pour les gens de comprendre à propos d’Elon Musk, que certains dénomment « le président Musk », en charge, la semaine dernière, de la crise du gouvernement, et qui a gagné des milliards depuis l’élection, alors qu’il a versé des millions ou un quart de milliard de dollars pour la victoire de Trump ?

Roger McNamee : Amy, je pense qu’il y a deux choses qui sont en tête de liste pour tous les dirigeants de la Silicon Valley en ce moment. La première, c’est qu’ils veulent tous des réductions d’impôts. Ce sont des milliardaires. Ils ne veulent pas payer d’impôts sur leur fortune. Le deuxième problème concerne leurs produits.

La technologie a subi une transformation culturelle massive. Auparavant, il s’agissait d’autonomisation. Il s’agissait autrefois de productivité. Mais au cours des 15 dernières années, l’industrie s’est montrée de plus en plus hostile à ses clients, en essayant de déployer des technologies de plus en plus autoritaires sur le marché. David Sacks a été chargé des deux technologies de pointe actuelles, à savoir les crypto-monnaies et l’intelligence artificielle. Ce qui me rend vraiment triste, moi qui ai passé les huit dernières années à mettre en garde contre la menace de la Silicon Valley, c’est que nous allons assister à une expérience massive et incontrôlée sur la population américaine. Et je n’ai absolument aucune idée de ce que cela va donner.

Amy Goodman : Il est donc clair qu’ils sont extrêmement intéressés par les réductions d’impôts et la déréglementation. Pouvez-vous nous parler de l’importance de tout cela, de ce que cela signifie pour la santé de la nation ?

Roger McNamee : Amy, je pense que le problème fondamental est que les Américains ont trop longtemps fait confiance à la Silicon Valley. Vous savez, pendant 50 ans, les produits issus de la vallée nous ont rendus plus capables. Ils nous ont rendu plus productifs. Ce n’est plus le cas aujourd’hui. Et nous avons maintenu cette relation de plus en plus étroite avec les produits technologiques, traitant essentiellement tout ce qui est nouveau comme s’il était automatiquement meilleur que ce qui l’a précédé. Ce n’est plus le cas depuis l’introduction de l’iPhone en 2007. Ce que je voudrais dire à tout le monde, c’est que je pense que nous devons changer notre relation à la technologie. Vous savez, ce que vous voyez dans cet espace est exactement ce que le professeur vient de décrire à propos des affaires étrangères, c’est-à-dire qu’il y a beaucoup de distractions, beaucoup de choses qui sont lancées pour attirer votre attention. Mais l’essentiel se résume à remplacer les travailleurs par l’intelligence artificielle, à remplacer la monnaie par la crypto-monnaie et à se débarrasser de toute forme d’imposition sur la richesse qui pourrait se présenter. Voilà le programme. C’est très simple. Et le seul pouvoir que nous avons en tant que citoyens – et je pense que c’est un pouvoir énorme – est de nous asseoir là et de dire : « Vous savez quoi ? Nous n’utiliserons plus vos produits ». Et nous avons accepté toutes sortes d’atteintes à la vie privée, toutes sortes de surveillance, toutes sortes de manipulations en échange de commodités. Je pense qu’il est temps pour nous d’examiner cette relation et de nous demander : « Pourrions-nous accepter moins de commodités pendant un certain temps en échange de la reconquête de l’autonomie humaine ? » C’est

un échange que j’ai fait il y a quelques années, et j’ai été encouragé par d’autres à le faire, et je pense que c’est vraiment la seule option que nous ayons pour au moins les quatre prochaines années.

Amy Goodman : Parlez-nous de la relation de ces milliardaires ou oligarques de la technologie avec les travailleurs. Les travailleurs d’Amazon sont en grève dans tout le pays. Jeff Bezos est également propriétaire du Washington Post. Bien sûr, Bezos et Patrick Soon-Shiong, propriétaire du Los Angeles Times, ont mis fin au soutien de leurs comités éditoriaux à Kamala Harris. Mais quelle est l’importance de la façon dont ils traitent les travailleurs et ce que cette administration signifiera ?

Roger McNamee : Eh bien, si vous revenez en arrière, la grande Meredith Whittaker de Signal a écrit un essai, je ne sais pas, il y a peut-être un an et demi, sur l’histoire de l’informatique et sur la façon dont, même dans les années 1850, les technologies qui ont précédé l’informatique étaient toutes liées au contrôle de la main-d’œuvre. Cela a commencé dans les plantations et par le contrôle des esclaves. L’évolution a été constante. Elle a été interrompue – temporairement, il apparaît – par l’ordinateur personnel qui, en fait, a donné du pouvoir aux gens. Puis l’internet a fait la même chose.

Depuis lors, ces personnes tentent de revenir à un contrôle centralisé, et leur objectif est très, très simple. Si vous regardez l’intelligence artificielle, par exemple, la manie de l’IA a commencé – et je ne pense pas que ce soit une coïncidence – lorsque les travailleurs de la Silicon Valley ont rechigné à retourner au bureau après le Covid. Et le premier marché auquel ils ont essayé de le vendre a été Hollywood, pendant la grève des scénaristes et la grève de la Screen Actors Guild. Et je pense que c’est très simple. Il y a des publicités à San Francisco en ce moment sur le fait qu’il ne faut plus employer d’humains. Vous savez, vous pouvez employer l’IA à la place des humains. Je me pose une question très simple : à qui cela sert-il ? Vous savez, nos enfants sont incités à utiliser ChatGPT à l’école. Et en quoi cela leur profite-t-il ? Cela ne les prépare pas à un avenir où ils seront autonomes. Cela les prépare à un avenir où ils seront privés de pouvoir.

Amy Goodman : Roger McNamee, comment tout cela va-t-il être alimenté ? Microsoft veut une centrale nucléaire comme celle de Three Mile Island. Expliquez le rôle de l’énergie nucléaire, de l’IA et des crypto-monnaies.

Roger McNamee : Amy, c’est une question très importante. Vous savez, même si vous pensiez que l’intelligence artificielle est utile – et pour être clair, il n’est pas du tout évident que son utilité soit aussi précieuse que son coût, mais les hypothèses de départ sont totalement erronées. Ainsi, l’industrie commence par voler toutes les informations protégées par le droit d’auteur, ainsi que toutes les informations personnelles que nous possédons tous dans les services du cloud. Ainsi, si vous pensez aux choses que vous pourriez avoir dans Google Docs ou, vous savez, que vous pourriez avoir dans un serveur de messagerie ou dans une application qui gère vos applications de productivité, vous savez, toutes ces choses sont en train d’être absorbées. C’est donc un vol.

Mais le deuxième problème, celui qui est vraiment énorme, c’est ce que cela fait aux

ressources naturelles. Si vous regardez Microsoft et Google en particulier, tous deux se sont engagés à être neutres en carbone d’ici 2030. L’année dernière, ils ont tous deux renoncé à ces engagements, parce que leur consommation d’énergie est devenue non linéaire, augmentant de 30, 40, 50 % au cours des dernières années, simplement pour alimenter l’intelligence artificielle. Il en va de même pour l’eau. Un grand nombre de ces usines de traitement, tant pour les données que pour les semi-conducteurs, sont situées dans des déserts et consomment donc des quantités massives d’eau.

Et le public n’a pas eu voix au chapitre. Les entreprises ont agi unilatéralement. Et elles en sont au point où elles parlent littéralement de redémarrer Three Mile Island, dans le cas de Microsoft, ou de construire des centrales nucléaires flottantes dans le Nord-Ouest, dans le cas d’Amazon. Je voudrais simplement faire remarquer que le public devrait vraiment avoir son mot à dire dans ce domaine. Et ce que nous avons décidé lors des dernières élections, c’est de renoncer à ce vote et de laisser l’industrie en prendre le contrôle. Et, vous savez, je n’ai vraiment aucune idée de la façon dont cela va se passer, et je pense que le seul pouvoir que nous ayons est de dire Non.

Amy Goodman : Nous n’avons plus que 30 secondes, Roger, mais selon l’indice Bloomberg des milliardaires, la valeur d’Elon Musk a grimpé de plus de 70 % pour atteindre 450 milliards de dollars après les élections présidentielles. Qu’est-ce que cela signifie ?

Roger McNamee : Eh bien, tout ce qui concerne Trump semble être un retour sur investissement, n’est-ce pas ? Tous ces cadres donnent un million de dollars chacun. Ce sont des écarts d’arrondi. C’est de l’argent qu’ils trouvent entre les coussins du canapé de leur salon. Mais, vous savez, il s’agit essentiellement d’un paiement de précaution. Et dans le cas de Musk, l’investissement qu’il a fait dans Trump, qui était d’un quart de milliard de dollars, ou l’investissement qu’il a fait dans Twitter, qui était d’environ 44 milliards de dollars, ont été rentabilisés, évidemment, de très, très nombreuses fois.

Je pense que Trump et Musk finiront par se séparer. Je ne connais pas du tout Trump, mais il n’a pas l’air d’être le genre d’homme à supporter quelqu’un qui fait de la compétition au même niveau que Musk. Mais nous verrons bien ce qu’il en est. Ce que je veux dire, c’est que...

Amy Goodman : Nous aurons une autre conversation avec Roger McNamee, investisseur de longue date dans la Silicon Valley, auteur de Zucked : Waking Up to the Facebook Catastrophe. C’est tout pour cette émission. Je suis Amy Goodman. Merci beaucoup de nous avoir rejoints.

(*) L’animatrice et la productrice exécutive de Democracy Now!, un programme d’information national, quotidien, indépendant et primé, diffusé sur plus de 1 100 chaînes de télévision et stations de radio publiques dans le monde entier. Le Time Magazine a nommé Democracy Now! son « Pick of the Podcasts », au même titre que « Meet the Press » de NBC.

Source : Amy Goodman , Democracy Now !, 27-12-2024

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

BANQUE

L’Afreximbank envisage d’ouvrir un centre régional en Tunisie

Lors d’une réunion de travail tenue le 17 janvier entre le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie Fethi Zouhaier NOURI, et une délégation de l’Afreximbank, Dr. George Elombi, Vice-Président de l’Afreximbank a annoncé a affirmé que l’institution envisage de renforcer sa présence en Tunisie à travers l’ouverture d’un centre régional qui marquera une nouvelle ère de coopération, tout en soutenant activement les initiatives qui promeuvent une croissance inclusive et durable en Tunisie.

Selon un communiqué de la BCT, le Vice-Président de l’Afreximbank, Dr. George Elombi, a réitéré l’engagement de son institution à soutenir activement les projets de développement en Tunisie, un membre historique de l’institution, tout en mettant à sa disposition des ressources de financement adaptées à ses besoins.

Il a assuré que les relations entre son institution et la Tunisie sont dans une nouvelle dynamique positive de coopération et a réaffirmé l’engagement d’Afreximbank à valoriser et à renforcer ces liens de coopération.

De son côté, le Gouverneur de la BCT a mis en avant l’importance d’une vision commune pour l’avenir et la nécessité d’un appui accru de la part d’Afreximbank, avec un accent particulier sur la nécessité de disposer de moyens de financement adaptés et innovants pour réaliser des projets clés de développement répondant aux ambitions de la Tunisie d’atteindre une croissance durable et inclusive. Le Gouverneur de la BCT a insisté sur l’importance de l’adhésion des banques tunisiennes à la plateforme PAPSS (Pan-AfricanPayment and Settlement System) pour accompagner au mieux les opérateurs économiques tunisiens et permettre de renforcer les échanges commerciaux et de promouvoir l’intégration économique régionale.

MAURITANIE

L’UGEM salue le nouveau décret définissant les mécanismes d’orientation et d’attribution des bourses

L’Union générale des étudiants mauritaniens (UGEM) a salué le nouveau projet de décret approuvé en conseil des ministres définissant les mécanismes d’orientation et d’attribution des bourses pour les étudiants de l’enseignement supérieur.

Dans un communiqué, l’UGEM a salué les critères inclus dans le nouveau décret, notant « la nécessité de généraliser la bourse à tous les étudiants au pays et à l’étranger » Commentant le décret, le ministre de l’enseignement supérieur et de la recherche scientifique, YacoubOuldMeine, a déclaré que son secteur avait fixé « quatre nouveaux critères d’attribution des bourses aux étudiants locaux », basés sur « les principes de solidarité sociale et d’excellence académique, d’une manière équitable et transparente ». Le communiqué du syndicat indique qu’une partie de ce qu’il avait soumis au

ministère a été « réalisée dans ce décret », expliquant que « le critère injuste et inéquitable de l’âge des étudiants, le critère du lieu de naissance des étudiants internes et le critère de l’interruption des études entre les licences et les Masters ont été annulés ». « Le décret définit quatre critères de base pour l’orientation et l’attribution des bourses, à commencer par l’aide sociale, en vertu de laquelle la première année de licence est priorisée sur la base du dossier social de l’étudiant », a déclaré OuldMeine. Les critères donnent « une priorité particulière aux étudiants inscrits dans les établissements d’enseignement supérieur de l’intérieur,

en appui au développement local et à la décentralisation », a-t-il ajouté. Les critères incluent également l’excellence institutionnelle, car « les critères prennent en compte le rôle que joue l’institution à laquelle appartient l’étudiant dans le développement national ». Le ministre a conclu les critères par « l’excellence », qui donne « une priorité spéciale aux premiers du concours du baccalauréat dans les différentes filières de l’enseignement supérieur », car « un certain nombre d’entre eux (comme les dix premiers) seront automatiquement sélectionnés pour recevoir des bourses nationales ».

ARABIE SAOUDITE

La conférence sur le Hadj et la Omra attire plus de 150 000 visiteurs

La quatrième conférence et exposition sur les services du Hadj et de la Omra, intitulée « Un passage vers le Nusuk », s’est achevée jeudi à Jeddah. L’événement était organisé par le ministère du Hadj et de la Omra en collaboration avec le programme PilgrimExperience, qui s’inscrit dans le cadre de Saudi Vision 2030. Pendant quatre jours, l’événement a attiré plus de 150 000 visiteurs, selon les organisateurs, ainsi que des participants de plus de 100 pays. Lors de la cérémonie de clôture, Tawfiq Al-Rabiah, ministre du Hadj et de la Omra, a souligné que la conférence marquait « un saut qua-

litatif dans l’apport de solutions innovantes au service des invités d’Allah ». Il a indiqué que plus de 320 accords consacrés au service des pèlerins avaient été signés lors de la conférence, ce qui témoigne de l’engagement de l’Arabie saoudite à développer tous les services liés au Hadj. « Ces accords contribuent à faciliter les procédures et à améliorer l’expérience globale des pèlerins », a déclaré M. Al-Rabiah. Le ministre a également annoncé que la prochaine édition de la conférence se tiendrait en novembre. Les organisateurs ont indiqué que plus de 2 000 stagiaires ont participé à 56 ateliers couvrant les

spécialisations liées au Hadj lors de cette conférence qui a également présenté de nouvelles innovations visant à enrichir l’expérience des pèlerins. Afin d’encourager l’innovation, la conférence comprenait le Sustainable Solutions Challenge et le Humanizing the Holy Sites Hackathon, au cours desquels plus de 1 000 participants se sont affrontés pour présenter des solutions innovantes visant à améliorer l’expérience des pèlerins. Des visiteurs de différentes nationalités ont assisté à l’exposition et ceux qui ont parlé à Arab News ont exprimé leur admiration pour l’évé-

nement. Nawal Abdulwahab, d’Égypte, a déclaré : « Il est évident que l’Arabie saoudite suit le rythme et exploite diverses technologies modernes pour le confort des visiteurs de la Sainte Maison. C’est ce que j’ai constaté cette année ». Abu Bakr Muhammad, de nationalité nigériane, a souligné l’engagement du Royaume à réunir les pays du monde entier sous un même toit afin d’assurer le meilleur accueil aux pèlerins et aux fidèles. « Les choses s’améliorent vraiment d’année en année et j’espère que ces services avancés seront mis en œuvre », a-t-il déclaré.

LIBYE

Une croissance économique à 6,2 % anticipée en 2025, grâce au brut

La production de brut de la Libye n’a cessé de s’améliorer ces dernières semaines, confortant les autorités dans leur ambition d’atteindre un plateau de production autour de 2 millions de barils, malgré des risques politiques qui pèsent sur l’industrie pétrolière. Malgré une année 2024 globalement difficile en raison des fluctuations autour de la production de pétrole, l’économie de la Libye a le potentiel de s’inscrire sur une dynamique de croissance l’année prochaine, selon un rapport de la Banque africaine de développement (BAD). Le document intitulé « DrivingLi-

bya’sTransformation: The Reform of the Global Financial Architecture » prévoit un taux de croissance de 6,2 % pour l’économie libyenne en 2025. La prévision s’appuie en partie sur les objectifs de la National Oil Corporation (NOC), la société publique du pétrole de la Libye, qui anticipe notamment un dépassement du plateau de la production d’or noir de 1,5 million de barils par jour (b/j) d’ici la fin de 2025. En effet, après s’être effondrée au 3ème trimestre 2024 en raison d’une crise politique au sommet de l’État, la production d’huile libyenne s’est significativement améliorée au cours des dernières semaines atteignant 1,42 mil-

lion b/j, son plus haut depuis plus d’une décennie. La Banque estime que si cette embellie se poursuit, elle pourrait conduire à un excédent budgétaire d’environ 8,7 % du PIB, malgré un risque lié à la hausse des dépenses d’investissement prévue par le gouvernement pour lutter contre les inondations à Derna, ville portuaire de l’est. Par ailleurs, si pour l’année 2024, la BAD s’attend à ce que le déficit de la balance courante libyenne se creuse pour atteindre 2,6 % du PIB, elle envisage un inversement de la situation en 2025 marquée potentiellement par un excédent de la balance courante de 22,3 % du PIB.

Une telle perspective découlerait de l’augmentation anticipée des exportations de pétrole et de gaz, soutenue par des investissements supplémentaires dans la National Oil Corporation (NOC) et des accords avec des entreprises étrangères pour augmenter la production d’hydrocarbures. Dans l’ensemble, la BAD est optimiste quant aux perspectives économiques pour 2025. Un optimisme conditionné néanmoins à la stabilité des prix et la production de pétrole, sachant que l’économie « libyenne reste peu diversifiée et fortement dépendante des performances du secteur pétrolier ».

TCHAD

L'arrivée de Starlink inquiète les opérateurs télécoms

Comme dans plusieurs pays africains, Starlink jouit d'une grande popularité auprès de la population tchadienne. En septembre 2023, l'ARCEP a dû lancer un avertissement contre la commercialisation et l'exploitation illégales des équipements de Starlink sur le territoire national.

La société télécoms MoovAfrica Tchad estime que l'arrivée du fournisseur d'accès Internet par satellite américain Starlink dans le pays représente des défis potentiels pour les opérateurs locaux. La direction de la filiale tchadienne de Maroc Telecom a abordé la question lors d'une réunion de travail tenue le mercredi 15 janvier avec HalikiChouaMahamat (photo, à gauche), directeur général de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). En novembre 2023, le gouvernement tchadien a donné son feu vert à Starlink pour le lancement de ses services commerciaux dans le pays, avec un déploiement prévu dès 2025.

Grâce à sa constellation de satellites en orbite basse, Starlink est en mesure de couvrir l'ensemble du territoire tchadien, y compris les zones mal desservies, non desservies ou difficiles d'accès pour les réseaux terrestres des opérateurs télécoms. L'entreprise promet également des débits moyens nettement supérieurs à ceux actuellement proposés par les opérateurs télécoms et les fournisseurs d'accès à Internet locaux. Cette arrivée intervient dans un contexte marqué par des plaintes croissantes des consommateurs tchadiens concernant la qualité des services des opérateurs télécoms. Ces derniers reprochent notamment des interruptions fréquentes du réseau. La

dernière panne générale, survenue le 15 octobre 2024, a paralysé le réseau Internet pendant environ 24 heures. Dix jours plus tard, Airtel a également subi une interruption de ses services voix, SMS et Internet pendant plusieurs heures. Cependant, l'adoption de Starlink au Tchad pourrait être freinée par le coût élevé de ses services. Au Liberia, où l'entreprise a récemment lancé ses activités commerciales, le matériel nécessaire coûte 390 \$, avec un abonnement mensuel de 40 \$. À titre de comparaison, le revenu national brut par habitant au Liberia était de 610 \$ en 2023, soit environ 50,83 dollars par mois, d'après la Banque mondiale.

TOGO

La construction du contournement de Sokodé a démarré

Cette voie de contournement servira notamment à désengorger plusieurs routes nationales, tout en facilitant les flux commerciaux empruntant la partie togolaise du corridor régional. Le président togolais Faure Gnassingbé a assisté il y a quelques jours au lancement du chantier de construction de la voie de contournement de Sokodé, située à environ 340 km au nord de Lomé. Il est notamment

prévu de bitumer le tronçon Kpario-Kidéoudé sur 3,3 km et celui liant Tchalo et Kpario sur 12,7 km. Ces travaux figurent, informe TogoFirst, parmi d'autres projets dont la modernisation de l'axe Sokodé-Bassar (RN17), la réhabilitation de celui Sokodé-Frontière du Bénin (RN14), ainsi que l'optimisation de l'axe Aouda-Alléhéridé (RN1). Le chantier budgétisé à 24,5 milliards FCFA (environ 38,5 millions USD) est fi-

nancé à hauteur de 16 milliards FCFA (82%) par la JICA (Coopération japonaise). Achevé, il aidera à fluidifier le trafic sur la RN17 pour résorber les embouteillages fréquemment observés dans la zone. La voie de contournement de Sokodé rehaussera aussi l'utilité commerciale du corridor togolais pour les pays de l'hinterland, stimulant ainsi le développement économique de la région.

RWANDA

Des indices de la présence d'hydrocarbures détectés dans le lac Kivu

En juillet 2021, le parlement rwandais avait autorisé la reprise des campagnes de relevés sismiques 2D dans le lac Kivu. Des travaux qui avaient été freinés entre autres par des contraintes budgétaires. Les résultats d'une campagne de relevés sismiques 2D menée par le Rwanda suggèrent la présence potentielle de gisements pétroliers dans le lac Kivu. C'est ce qu'indique une information pu-

bliée mercredi 15 janvier, citant l'Office rwandais des mines, du pétrole et du gaz (RMB). « L'étude sismique 2D [2021-2022] commandée par l'Office rwandais des mines, du pétrole et du gaz a révélé que le lac Kivu possède un potentiel de ressources en hydrocarbures », a déclaré l'agence gouvernementale au sujet de ce développement. Pour le moment, il ne s'agit que de traces d'hydrocarbures. Des travaux

de prospection supplémentaires, concernant notamment 13 formations géologiques, identifiées comme étant des pièges potentiels d'hydrocarbures, doivent encore être exécutés pour confirmer ce soupçon. Le RMB ne s'est pas exprimé sur les prochaines étapes de l'exploration dans le bassin du Lac Kivu, commun au Rwanda et à la République démocratique du Congo (RDC), dont la mise en œuvre

dépendra de la conclusion de nouveaux partenariats opérationnels. Si pour l'instant le potentiel en pétrole du lac Kivu reste encore à confirmer, le site est exploité par le Rwanda pour produire de l'électricité grâce aux réserves de gaz méthane qu'il héberge. En RDC, un projet impliquant les sociétés EPPM et Kivu Power est également prévu pour convertir le gaz méthane du lac Kivu en électricité.

SÉNÉGAL

La contribution économique de l'artisanat minier reste sous-évaluée

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle produirait environ 4 tonnes d'or au Sénégal. Alors que la contribution économique du secteur industriel est détaillée en termes d'emplois, de revenus budgétaires et d'exportations, celle de l'artisanat minier est difficile à évaluer. Les redevances minières collectées par le Sénégal grâce à l'exploitation minière semi-mécanisée d'or ont atteint 77,6 millions FCFA (environ 122 000 \$) en 2023, pour une production d'environ 42 kg. C'est ce que révèle l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) dans un rapport publié en

décembre 2024, une première pour ce pays qui ne fournit habituellement pas de données sur la contribution de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE). La Norme ITIE demande pourtant aux États membres de l'organisation qu'ils divulguent une estimation des activités informelles (y compris l'EMAPE). Cela contribue notamment à limiter la contrebande et la corruption et renforcerait les capacités à formaliser et à réglementer efficacement le secteur. Ces données concernent la production d'or et les exportations d'or, seul produit minier exploité de manière artisanale au

Sénégal, ou encore le nombre d'emplois dans le secteur. Pourtant, une étude de 2018 a montré que l'exploitation minière artisanale joue un rôle clé dans l'économie, représentant notamment 31 000 emplois, soit près de 4 fois le nombre d'emplois recensés en 2023 par l'ITIE dans le secteur minier. De même, le secteur produirait annuellement près de 4 tonnes d'or selon la même source. À titre de comparaison, la production industrielle a atteint environ 12 tonnes d'or en 2023, générant 491 milliards FCFA de revenus d'exportations. En 2021, le Sénégal a créé une division

dédiée à l'EMAPE, mais le financement fait encore défaut. Le projet de formalisation du secteur qui permettrait notamment de mieux recenser les acteurs et leur contribution économique, nécessite un investissement de 1,1 milliard FCFA (environ 1,7 million \$). Au cours de la première année, seulement 100 millions FCFA ont été mobilisés et les 300 millions FCFA prévus pour la deuxième année n'ont pas été débloqués. Ce financement permettrait d'accélérer les opérations de formalisation des acteurs, ainsi que la création d'infrastructures de traitement du minerai.

RWANDA

Kigali a presque doublé ses recettes d'exportations de fruits en 2023/2024

Au Rwanda, l'industrie fruiticole constitue l'une des principales sources de recettes d'exportation du secteur agricole avec les légumes, le café, le thé et le pyrèthre. La filière confirme sa bonne forme en 2023/2024 en établissant un nouveau record. Au Rwanda, les recettes d'exportations de fruits ont augmenté de 82,5 % pour atteindre plus de 34,7 millions \$ en 2023/2024, ce qui représente près du double de l'enveloppe de 19 millions \$ engrangée un an plus tôt. C'est ce qu'indique l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR), dans son rapport annuel Statistical Yearbook publié le 31 décembre dernier. Cette embellie confirme la dynamique de croissance des exportations de l'industrie fruiticole sur les 5 dernières campagnes de commercialisation. Les données compilées par le NISR révèlent que les recettes ont ainsi augmenté de 41,97 % en moyenne par an depuis la campagne 2019/2020 où l'enveloppe engrangée s'affichait à près de 8,6 millions \$. Dans des propos rapportés par le quotidien local The News Times le 14 janvier, Jean Bosco Mulindi, directeur de la division des produits émergents au sein de l'Office national des exportations agricoles (NAEB), attribue la percée de 2023/2024 à l'entrée en production de nouvelles plantations d'arbres fruitiers et à la diversification des marchés, notamment vers l'Union européenne qui offre des prix plus élevés. « La demande de fruits rwandais augmente, tout comme le nombre d'exportateurs, année après année. Elle porte principalement sur les avocats frais, les noix de macadamia, les fruits de la passion, les fraises fraîches », souligne le responsable.

MARCHÉS ACTIONS AMÉRICAINS

Wall Street termine la semaine positivement avant Trump

Les marchés actions américains ont clôturé la dernière séance de la semaine dans le vert avant l'intronisation ce lundi de Donald Trump. Une journée spéciale sera marquée par la fermeture de Wall Street en raison de la commémoration de la naissance de Martin Luther King. Vendredi, les permis de conduire et les mises en chantier en décembre sont ressortis supérieurs aux attentes. Du côté des valeurs, le groupe SLB a vu son titre bondir à la faveur d'une solide performance en 2024. Le Dow Jones a progressé de 0,78% à 43 487 points tandis que le Nasdaq a gagné 1,51% à 19 630 points.

SLB a gagné 6,06% à 43,58 dollars après la publication de bons résultats pour l'année qui vient de s'écouler. "2024 a été une année faste pour SLB, car nous avons réussi à naviguer dans des conditions de marché en évolution pour assurer la croissance du chiffre d'affaires et de l'Ebitda, l'expansion des marges et un solide flux de trésorerie disponible", a déclaré Olivier Le Peuch, président-directeur général de SLB. Sur cette période, le bénéfice net part du groupe a augmenté de 6% à 4,46 milliards de dollars.

Les chiffres macroéconomiques

1,483 million de permis de construire ont été enregistrés en décembre en rythme annuel aux Etats-Unis. Le consensus visait 1,460 million, après 1,493 million en novembre. De plus, 1,499 million de mises en chantier ont été enregistrées le mois dernier en

rythme annuel. Le consensus visait 1,330 million, après 1,294 million en novembre. La production industrielle a progressé de 0,9% en décembre aux Etats-Unis après une augmentation de 0,3% en novembre. Elle était attendue en hausse de 0,3%. Le taux d'utilisation des capacités de production est passé de 77% à 77,6% entre novembre et décembre. Le consensus s'élevait à 77%.

Les valeurs à suivre

Intel
Deuxième plus forte hausse de l'indice S&P 500, l'action Intel gagne 6,63% à 20,97 dollars à la faveur de rumeurs de presse selon lesquelles une société essaierait d'acquérir Intel, "dans son ensemble". SemiAccurate, une lettre d'information axée sur la technologie, aurait eu en sa possession un e-mail évoquant un tel scénario. Fin septem-

bre, le fabricant de semi-conducteurs en difficulté avait déjà été l'objet de rumeurs à propos de marques d'intérêts. Les noms du concepteur de puces, Arm Holdings, et du spécialiste des puces pour smartphones, Qualcomm, avaient circulé.

Lyft
La juge de district américaine Trina Thompson à San Francisco a rejeté jeudi une action en justice accusant Lyft d'avoir fraudé les actionnaires en attendant trop longtemps pour corriger une erreur dans une publication qui a fait fluctuer considérablement le cours de l'action de la société de covoiturage. Selon la juridiction citée par Reuters, les actionnaires auteurs du recours collectif

n'ont pas démontré en quoi il était déraisonnable pour Lyft d'avoir besoin de 42 minutes pour corriger sa publication du 13 février 2024, au lieu de le faire immédiatement.

State Street
Le groupe financier State Street recule après avoir dévoilé une collecte plus faible que prévu. Au quatrième trimestre, le bénéfice net a bondi à 783 millions de dollars, soit 2,46 dollars par action, contre 210 millions de dollars, un an auparavant. Il est ressorti à 2,60 dollars hors éléments exceptionnels, soit 16 cents de mieux qu'attendu. Les revenus ont progressé de moins de 12% à 3,41 milliards de dollars, sachant que le marché visait 3,34 milliards de dollars.

BOURSE DE PARIS

En hausse avant l'investiture de Trump aux Etats-Unis

La Bourse de Paris évolue en hausse lundi, restant toutefois prudente à quelques heures de l'investiture de Donald Trump comme 47ème président des Etats-Unis, ce dernier ayant promis une salve de décrets dès son retour au pouvoir. L'indice vedette CAC 40 gagnait 0,25% vers 10H00, soit 19,32 point pour s'établir à 7.729,07 points. Vendredi, il a terminé en hausse de 0,98% et a affiché un gain hebdomadaire de 3,75%. "Aujourd'hui, Trump sera officiellement le nouveau président des Etats-Unis. De ses premiers pas, tout le monde attend une avalanche de décrets qui donneront le la sur ses intentions", commente Sebastian Paris Horvitz, directeur de la recherche économique chez LBP AM. Il faudra cependant attendre plus longtemps "pour évaluer quel sera l'équilibre trouvé entre ses politiques pro-business (déréglementation et baisses d'impôts) et ses ambitions protectionnistes (droits de douane et limitation de l'immigration) qui nuiraient à l'économie américaine et mondiale. Ainsi, l'incertitude ne devrait pas s'estomper tout de suite", a-t-il ajouté. Parmi les principales sources d'attention

du marché: la promesse de hausse des droits de douane avancée par Trump en novembre. Les droits de douane ont joué "un rôle central dans la communication de Donald Trump", par conséquent, "il est très probable qu'une guerre commerciale éclate", a déclaré Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne, dans un entretien sur la chaîne Youtube du site allemand de conseil financier Finanztip. "Le Wall Street Journal écrit que Donald Trump a déjà préparé 100 décrets pour prendre des mesures rapidement après son investiture, y compris un décret pour faire de la cryptomonnaie une priorité politique", a retenu Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank, dans une note. Dans ce contexte, à quelques heures de l'investiture de Trump, la première devise numérique par capitalisation a soudainement progressé aux alentours de 06H30 GMT jusqu'à atteindre un plus haut à 109.241 dollars. Le bitcoin s'échangeait à 108.064 dollars vers 10H00. Les marchés américains seront quant à eux fermés pour le Martin Luther King Day.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 20 Janvier 2025 Valeur : 22 Janvier 2025				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		135.6492 135.6642
1	EUR	EURO		139.8679 139.9376
1	GBP	POUND STERLING		165.6278 165.7069
100	JPY	JAPANESE YEN		86.9323 86.9587
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5376 18.5402
1	CHF	SWISS FRANC		148.6567 148.6894
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.8814 93.8983
1	DKK	DANISH KRONE		18.7501 18.7537
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.1670 12.1701
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.9006 11.9062
1	AED	UAE DIRHAM		36.9294 36.9385
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.1529 36.1588
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.4208 439.7543
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.9181 42.3394
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4968 13.4983
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.3448 27.4852
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.4084 3.4190
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.0656 176.0656

L'Europe progresse à l'ouverture avant l'investiture de Trump

Les principales Bourses européennes s'affichent en hausse prudente lundi en début de séance, les investisseurs se focalisant sur les premières mesures que prendra Donald Trump à l'occasion de son investiture. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,11% à 7.718,25 points vers 08h02 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,02%, tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,01%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,05%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,17% et le Stoxx 600 croît de 0,05%. Donald Trump sera investi ce lundi pour un second mandat à la Maison blanche, à partir de 17h00 GMT, et s'est déjà engagé à signer dès son investiture une série de décrets. Leur impact sur l'inflation et la croissance pourraient faire dérailler un rallye boursier bien engagé ces derniers jours.

"Les bons chiffres d'inflation américaine et britannique de la semaine dernière auront permis une belle détente obligataire et un bon rebond des actions US et européenne. Le début de la saison des résultats trimestriels est pour l'instant excellent et a renforcé le mouvement", résument les stratégestes de Natixis. "Reste à voir dans quelle mesure la détente sur les taux peut se confirmer, alors que l'administration Trump va débiter,

avec certainement beaucoup d'annonces, dont l'ampleur et les effets sur la croissance et l'inflation restent incertains." L'équilibre entre déréglementation et baisses d'impôts, favorables à l'activité, et droits de douane et limitation de l'immigration qui pèseraient sur la croissance sera clé pour les investisseurs.

ETATS-UNIS

Les adeptes du télétravail ne veulent pas revenir en arrière

La question est même devenue politique. ElonMusk, à qui Donald Trump a confié une mission consultative au gouvernement, veut éliminer tout travail à distance pour les employés fédéraux.

"Personne ne grandit en rêvant d'être un jour enchaîné à un bureau dans une entreprise", lance Curtis Sparrer, un pionnier du télétravail, qui rejette un par un tous les arguments des grandes sociétés américaines déterminées à faire revenir leurs employés cinq jours par semaine. "C'est la marque d'un manque de confiance implicite, comme s'il fallait voir les gens pour s'assurer qu'ils accomplissent leurs tâches", détaille ce patron d'une agence de relations publiques, depuis la pièce de son appartement dédiée au télétravail, avec vue sur les toits de San Francisco. Au sortir de la pandémie de Covid-19, l'organisation hybride, avec deux ou trois jours hebdomadaires en présentiel, avait le vent en poupe à quelques exceptions près, comme Goldman Sachs et Tesla, qui ont rapidement imposé le retour à temps plein. Mais cinq ans après les premiers confinements, plusieurs grands groupes rejettent ce fonctionnement. La question est même devenue politique. ElonMusk, à qui Donald Trump a confié une mission consultative au gouvernement, veut éliminer tout

travail à distance pour les employés fédéraux. Chez Amazon, les ingénieurs et employés administratifs ont dû revenir cinq jours par semaine en ce début d'année. Plus de 90% d'entre eux sont mécontents, d'après un sondage du réseau social professionnel Blind en septembre, après l'annonce. Sur des forums de Reddit, des utilisateurs racontent avoir renoncé à postuler chez le géant du commerce en ligne à cause de cette règle. D'autres spéculent qu'il s'agit d'une méthode pour dégraisser les effectifs sans plan social, mais pensent que le groupe va perdre ses meilleurs éléments.

"Bruits de mastication"

L'annonce de la fin du télétravail en mars chez JPMorgan Chase n'est pas mieux passée. Les employés ont posté tellement de commentaires sur leurs inquiétudes (frais de transport, garde d'enfants, etc.) sur une plateforme interne la semaine dernière que la banque a fermé cette section, d'après le Wall Street Journal. "Nous espérons vraiment que cela ne va

pas déboucher sur de l'attrition (...), qui se traduit par une sélection négative", a déclaré Jeremy Barnum, directeur financier de la banque, lors d'une conférence aux analystes mercredi. "C'est vraiment décevant, j'avais l'impression qu'on faisait tellement de progrès, et que le télétravail devenait la norme dans le pays", se lamente Curtis Sparrer. Quand il a fondé Bospar en janvier 2015, il a choisi d'emblée de ne pas louer de bureaux, pour faire des économies et aussi pour pouvoir recruter des personnes au-delà de San Francisco et New York. Dix ans plus tard, il n'a aucun regret. "Un bureau, cela représente beaucoup de choses: le pouvoir de celui qui a la fenêtre dans l'angle, et donc les sentiments d'inégalité. Les risques de harcèlement sexuel. Ou de contagion, quand quelqu'un est malade. Les ragots. Les bruits de mastication", énumère-t-il. Il voit surtout dans le télétravail un moyen majeur de réduire les émissions de gaz à effet de serre, sachant que la majorité des Américains vont au travail en voiture. "Et les immeubles de bureaux sont des cauchemars en termes de gaspillage d'énergie", assure l'entrepreneur.

240 MILLIARDS D'EUROS

Face au retour de Trump, la Corée du sud soutient massivement ses entreprises

En Corée du Sud, un plan de financement de 240 milliards d'euros va soutenir les entreprises exportatrices face aux "incertitudes", notamment le retour de Donald Trump aux États-Unis. Le gouvernement sud-coréen a annoncé lundi un plan de financement "sans précédent" de 360.000 milliards de wons (240 milliards d'euros) pour ses entreprises exportatrices, évoquant les "incertitudes" liées au retour au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis. "L'année dernière, les exportations

de notre pays ont atteint un niveau record de 683,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,2% par rapport à l'année précédente", a déclaré un responsable du ministère des Finances sud-coréen, Kim Dong-joon, cité dans un communiqué. "Les incertitudes externes, telles que l'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine, font craindre des effets négatifs potentiels sur le front de l'exportation pour les entreprises", a poursuivi Kim Dong-joon.

Le train de mesures prévoit que la Banque d'import-export de Corée fournisse 50.000 milliards de wons (33,5 milliards d'euros) sur cinq ans à des industries telles que les semiconducteurs et les batteries, "qui ont récemment été confrontées à des défis". Le gouvernement apportera également un "soutien financier afin d'aider les industries prometteuses, telles que la défense, l'énergie nucléaire et la construction navale, à tirer parti de la coopération américano-coréenne pour développer les expor-

tations et les contrats", a déclaré Kim Dong-joon. Le gouvernement compte, en outre, augmenter son soutien aux exportations via les salons internationaux et ses délégations commerciales à l'étranger, et étendre les garanties contre les risques de change, a ajouté ce responsable.

Excédent commercial record

Kim Dong-joon a effectué ces annonces lors d'une réunion lundi du Comité de coordination du finance-

ment des exportations, un organisme composé de représentants du gouvernement et des principales institutions financières publiques. Donald Trump, qui prend ses fonctions lundi, a promis d'utiliser l'arme des droits de douane contre le Mexique, le Canada et la Chine, quitte à relancer des guerres commerciales. Séoul craint qu'il s'en prenne aussi à la Corée du Sud, qui a dégagé en 2023 un excédent commercial record de plus de 44 milliards de dollars avec les États-Unis.

ALLEMAGNE

Le secteur des panneaux solaires est en difficulté

La demande allemande de panneaux solaires a été affectée par la crise du coût de la vie, la concurrence étrangère et les taux d'intérêt élevés. Le secteur allemand des panneaux solaires résidentiels connaît actuellement un déclin important, suite à une baisse de la demande des clients. Celle-ci a entraîné une augmentation des licenciements et des faillites parmi les entreprises d'installation et de distribution de panneaux solaires. La baisse de la

demande a par ailleurs contribué de manière significative à la baisse des prix des panneaux solaires, tout en conduisant à une offre excédentaire de panneaux en Allemagne. Cette situation menace d'affecter la confiance des investisseurs et des consommateurs dans le secteur des panneaux solaires, voire de mettre en péril les objectifs climatiques de l'UE. D'autres grandes économies européennes, telles que la Belgique et les Pays-Bas, sont en effet également confrontées

à une baisse de l'intérêt pour l'énergie solaire.

Pourquoi l'industrie allemande des panneaux solaires est-elle fragilisée ?

L'Allemagne a connu une hausse de la demande de panneaux solaires après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, dans un contexte d'escalade des prix de l'énergie et d'inquiétude quant à la sécurité énergétique de l'UE. Au cours des neuf premiers mois de 2024, plus de 11 gigawatts d'énergie

solaire ont été installés en Allemagne, selon Ember, ce qui représente une augmentation de 3 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les fermes solaires détruites par les tempêtes ? Les experts réfutent les informations selon lesquelles les panneaux ne peuvent pas résister au vent

Les Ukrainiens utilisent des panneaux solaires pour se préparer à un hiver rude

Cette hausse a été soutenue par une abondance de subventions

gouvernementales et d'aides au secteur allemand des énergies renouvelables, dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard de l'énergie russe. Cependant, après avoir enregistré des bénéfices importants pendant plusieurs mois, le secteur des panneaux solaires résidentiels a depuis connu une baisse importante. Cette situation s'explique principalement par la crise persistante du coût de la vie, qui a dissuadé de nombreux clients d'investir dans des installations de panneaux solaires souvent coûteuses.

INCENDIES À LOS ANGELES

Les pompiers s'inquiètent de vents forts pour lundi

Les pompiers américains qui combattent les incendies qui ravagent Los Angeles depuis des jours et tué au moins 27 personnes se préparent à un retour de vents forts lundi, le gouverneur de Californie disant espérer qu'il s'agisse du "dernier" épisode similaire. Les deux principaux feux qui ont détruit près de 16.000 hectares et rayé de la carte des quartiers entiers de la seconde ville des Etats-Unis sont désormais contenus à plus de 50%, selon les autorités. L'accalmie des vents ce week-end a permis aux autorités de lever des ordres d'évacuation dans de nombreux quartiers de la ville, permettant à des milliers d'habitants de revenir chez eux. Mais les services météorologiques américains prévoient un temps sec et venteux lundi, avec des rafales jusqu'à 130 km/h. "C'est le dernier (...) nous l'espérons" des épisodes de vents forts à frapper la ville côtière, a déclaré le gouverneur démocrate Gavin Newsom dimanche sur la chaîne MSNBC. Alors que des milliers de pompiers continuent à travailler jour et nuit pour contrôler ces incendies dévastateurs, le président élu Donald Trump a déclaré samedi qu'il espérait se rendre sur place après son investiture lundi, "probablement à la fin de la semaine". Gavin Newsom avait invité le républicain, qui l'a attaqué pour sa gestion des incendies, à visiter Los Angeles et à constater les dégâts.

SALON DE L'AUTO DE BRUXELLES 2025

Un succès populaire

De retour dans sa formule classique, le Salon de l'Auto de Bruxelles 2025 a rencontré un certain succès auprès des visiteurs tout en apportant satisfaction aux exposants.

Se déroulant du 10 au 19 janvier, la 101^e édition du Salon de l'Auto de Bruxelles revenait avec une formule revisitée et l'ambition de combiner succès populaire et commercial. Mais vouloir ne veut pas dire pouvoir et l'amalgame négatif généré au sein du grand public par la tenue d'un salon « façon tuning show » en 2024 sous la houlette d'un organisateur différent pouvait laisser craindre un éventuel désamour. Il n'en fut rien puisque le public a répondu présent tout au long de l'événement. Succès populaire donc avec 307.363 visiteurs annoncés par la Febiac pour un événement qui se tenait sur une surface moindre que les éditions précédentes.

Le point de vue du journaliste

Reconnaissons-le, cette édition du salon relevait d'une grande importance pour les médias spécialisés. En effet, véritable baromètre de l'intérêt pour l'automobile au sein du grand public, mais également des intentions d'achat pour les clients particuliers, le succès du BMS – Brussels Motor Show – démontre que la voiture occupe toujours une place importante dans le cœur des Belges et qu'elle retrouve doucement une place dans leur portefeuille. « Ce Salon de l'Auto de Bruxelles s'érige peut-être en nouveau grand événement de référence de l'automobile en Europe. » Cependant, l'un des enseignements les plus notables tient à l'attrait des visiteurs pour des modèles plus abordables, dotés de motorisations thermiques, éventuellement électrifiées, au-delà de la fascination pour les bolides hautes performances ou les voitures de luxe. Voilà un indicateur important à l'égard des constructeurs autant que de votre magazine préféré quant aux types de véhicules dont nous devrions vous parler. Il n'y a pas que la voiture électrique, même s'il semble évident que l'on ne pourra l'éluder et que l'offre s'élargissant vers le bas, en format comme en tarifs, contribuera à l'essor de sa popularité dans les années à venir.

Le point de vue des visiteurs

Outre le nombre de personnes s'étant déplacées à Bruxelles pour arpenter les travées des palais du Heyssel, c'est l'état d'esprit qui compte. Certes, tout ne fut pas parfait et vous étiez encore nombreux à pester contre la hausse sensible des prix des voitures neuves et le fait que les modèles électriques restaient très présents. Cela reflète l'évolution – inexorable ? – du marché. « Pouvoir comparer tous les modèles auxquels on pense pour un prochain achat en un seul lieu, c'est vraiment une opportunité unique » Vous vous êtes tout de même réjouis de voir plus de voitures « pour les vraies gens », de constater que le salon de Bruxelles n'est pas devenu un salon « des marques chinoises », de profiter d'un événement bien organisé et dont les stands offraient variété, qualité et quantité, tant en termes de véhicules exposés que d'élaboration de certains espaces d'exposition. Enfin, la formule inédite consistant à disséminer les voitures de rêve dans plusieurs palais plutôt que de les concentrer dans une aire spécifique a manifestement eu du succès. Enfin, l'opportunité de pouvoir découvrir et observer l'offre globale du marché en un seul et même endroit constitue toujours un véritable atout de cet événement.



Vous l'avez dit :

- "Celle-là elle est vraiment moderne, son coffre s'ouvre tout seul !"
- "En fait Dacia, c'est pas si mal mais si tu commences à prendre des options ça revient au prix d'une voiture NORMALE"
- "Ils ont mis deux Mustang : une vraie et une fausse"
- "Je préfère les marques italiennes : Alfa, Lancia, Skoda ..."
- "Ce qu'il faudrait inventer, c'est une voiture électrique ou on pourrait aussi mettre de l'essence"
- "Le design est beau !"
- "Oui mais le prix est moche !"
- "On s'en fout des options à l'intérieur, l'important c'est que les gens me voient avec." (chez Porsche)
- "Elle existe aussi avec un écran rectangulaire ?" (chez Mini)
- "Si demain il n'y a plus de voitures électriques qu'est-ce qu'on va faire de toutes ces batteries électriques ?"
- Un couple: "on se partage la tâche toi tu fais les photos et moi je mets sur Facebook"
- Au stand Autoworld : "Moi les voitures dans les musées, c'est comme les animaux dans les zoos: ça me rend triste"
- "Mais madame, pas dans la voiture avec votre cornet de frite quand même !"
- "La R5, si ils en faisaient une version thermique tout le monde l'achèterait !"

Le point de vue des marques

Un rapide tour de table des différents grands acteurs du marché présents au BMS révèle que les importateurs sont plutôt satisfaits de l'élan commercial généré par l'événement. Rappelons que c'est à la demande des constructeurs que cette édition 2025 a été organisée par la Febiac. Selon un sondage que nous avons mené auprès de nos visiteurs, 33 % ont l'intention d'acheter un nouveau véhicule dans les prochains mois. » (Christophe Dubon-Febiac) Et le premier son de cloche général fait état d'un véritable intérêt des clients, avec de nombreuses intentions d'achat à court ou moyen termes et une augmentation significative des visites en concessions également suite au passage au salon. Il s'agit là d'un signal important qui vient confirmer la reprise – certes toujours timide mais tant

attendue – du marché des « particuliers », resté très frileux depuis le Covid et l'avènement du plan « 2035 » de l'Union européenne, synonyme d'une électrification galopante et forcée de l'offre des marques.

Jeroen Lissens (BMW)

"Forcément, à l'instar de nos confrères des autres marques, nous nous réjouissons du succès populaire de ce salon 2025. Mais nous sommes également agréablement surpris de l'effet positif sur le plan commercial puisque nous avons eu énormément de visites intéressées qui se traduisent ensuite dans les concessions avec beaucoup de ventes, surtout au niveau des clients particuliers, tant chez BMW que Mini. Nous avons bien pris en compte les remarques émises par le public après l'édition 2023 et nos stands proposaient de nombreux modèles plus accessibles, avec des motorisations thermiques, des configurations plus raisonnables, en plus de notre gamme électrique. Et cela a porté ses fruits. Mais nous sommes heureux de constater que les gens viennent toujours au salon par passion également, pour voir de belles voitures. La preuve avec le succès de la BMW M5 qui a attiré énormément de regards tout au long du salon. S'il faudra encore attendre un peu avant de tirer un bilan objectif de cette édition, le premier ressenti est très positif et c'était important pour nous, en tant que leaders du marché."

Jean-Marc Ponteville (D'Ieteren)

« Le sentiment au sortir de ce salon s'avère très positif. De manière assez surprenante, nous avons constaté une affluence encore plus grande dans nos concessions que sur nos stands au salon, mais avec une constante, la volonté pour le client particulier d'acheter une nouvelle voiture à court terme. Ce salon a également mis en lumière l'intérêt grandissant des gens pour la voiture électrique, en dehors du marché B2B et de la voiture de société. Aujourd'hui, Monsieur et Madame Tout-le-Monde envisage plus facilement le passage à l'électrique. De manière générale, le grand public « particulier » opte principalement pour de l'essence (éventuellement électrifiée) ou de l'électrique, au détriment de l'hybride rechargeable. Sur une note plus

amusante, nous avons constaté que parmi nos stands, le plus visité était celui de Bugatti et Rimac, qui a connu succès retentissant. C'est la preuve que l'automobile fait toujours rêver et que le Salon de l'Auto fédère cette passion. »

Wim Verloy (Stellantis)

« Ce salon a véritablement eu un effet de boost pour l'ensemble des marques de Stellantis. Les visiteurs ont pu découvrir la richesse de notre offre, qu'il s'agisse de modèles ou de types de propulsion. Les voitures électriques gagnent en popularité auprès de nos clients mais nous avons aussi constaté que les particuliers sont de plus en plus intéressés par les modèles hybrides. Sur un plan plus terre-à-terre, nous avons déjà vendu plus sur ce début de période salon qu'en 2023, ce qui est encourageant quant à la reprise du marché du neuf pour les particuliers. La confiance et l'envie sont de retour et 2025 s'annonce prometteur. »

Thomas De Meuter (BYD)

« Ce salon est un énorme succès pour BYD avec un stand qui est resté noir de monde, même lorsque l'affluence générale était un peu moins forte. Nous avons pu déceler un véritable intérêt du grand public pour la marque et pour nos modèles phares tels que le Seal U aussi bien électrique qu'hybride rechargeable ou pour le nouveau Sealion 7. Surtout, nous sommes ravis de la réussite commerciale de ce salon avec des objectifs qui ont été atteints dès la mi-salon et des ventes pour la première quinzaine de janvier qui sont supérieures à janvier 2024 dans sa totalité. Mieux encore, nous avons constaté une augmentation sensible des visites dans nos showrooms, ce qui atteste d'un effet salon évident. Pour BYD, ce salon 2025 est une vraie réussite. »

Karl Schuybroek (Renault)

« Pour Renault, la réussite de ce salon est reconfortante. Notre groupe a toujours été un fervent défenseur des salons automobiles et Bruxelles a démontré qu'il y avait encore une vraie place pour ce type d'événements. Aucune marque ne peut rassembler 300.000 personnes en un même lieu sur 10 jours. Mais ce salon a aussi confirmé la reprise du marché des particuliers. Il y a une vraie dynamique en place et les offres et commandes déjà bien supérieures à 2023 en attestent. Forcément, nous pourrions mettre l'accent sur le succès de nos best-sellers que sont la Dacia Sandero et les Renault Clio et Captur. Mais le succès populaire et commercial de la nouvelle R5 montre que l'électrique a sa place. Même son de cloche pour l'Alpine A290 qui nous conforte dans notre choix avec un véritable succès d'estime et des commandes qui sont encourageantes."

Bastien Van den Moortel (Mercedes)

"Même pour une marque comme Mercedes qui fait le gros de ses ventes sur le marché des voitures de société, ce salon a eu un effet tangible sur les ventes. Nous le remarquons au niveau des visites sur notre stand, mais également chez nos concessionnaires. En outre, même nos clients fleet viennent au salon. C'est une opportunité pour eux de comparer les offres facilement, d'avoir une info en direct et de se faire plaisir par la même occasion. Il faudra bien entendu attendre la fin de la période salon pour tirer un bilan définitif, mais les prémices sont vraiment très positifs. »

IA, ANTITRUST, REVENUS

Les défis de Microsoft pour 2025

Si au cours de la dernière décennie, Microsoft a eu le vent en poupe, cela pourrait changer cette année. Des espoirs de revenus de l'IA à l'accroissement des risques juridiques en passant par un climat d'affaires incertain entourant l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, son parcours apparaît semé d'embûches.

2025 se présente comme l'un des années les plus importantes qu'ait connues Microsoft depuis longtemps. Depuis le début 2014, date à laquelle Satya Nadella a pris la direction de l'entreprise, Microsoft a suivi une trajectoire ascendante, malgré quelques accidents de parcours. Aujourd'hui, l'éditeur est l'acteur du marché de l'IA le plus puissante de la planète et c'est la troisième entreprise la plus valorisée au monde, dépassant les 3 000 Md\$. Cependant, en cette époque instable, la situation peut changer rapidement : d'abord, le marché de l'IA continue à se développer à vitesse grand V ; ensuite, le gouvernement fédéral américain a le secteur des hautes technologies en ligne de mire ; enfin, Donald Trump fait son retour à la Maison-Blanche. Voilà cinq principaux défis auxquels l'entreprise sera confrontée en 2025.

Microsoft et OpenAI, nouveaux ennemis

Il n'y a pas si longtemps, la bromance entre Microsoft et OpenAI était l'une des plus emblématiques du secteur technologique. Microsoft a investi 13 Md\$ dans OpenAI, faisant monter en flèche l'influence et la valeur du second. En s'appuyant sur la technologie d'IA générative d'OpenAI, la firme de Redmond Microsoft s'est hissée au sommet de ce nouveau marché. Mais l'an dernier, la relation entre les deux entreprises s'est détériorée jusqu'à devenir hostile. Alors qu'OpenAI courtoisait ouvertement les principaux clients de Microsoft, cette dernière a jeté les bases du développement de sa propre technologie d'intelligence artificielle. M. Nadella a dénigré OpenAI en déclarant que « si OpenAI disparaissait demain... Microsoft en posséderait tous les droits de propriété intellectuelle et toutes les capacités... y compris le personnel, les capacités de calcul, les données. » Bref, absolument tout. Ajoutant même : « Nous sommes en dessous d'eux, au-dessus d'eux, autour d'eux. »

Il ne faudra donc pas s'étonner si les deux entreprises se livrent à une guerre ouverte cette année. OpenAI va abandonner le statut de société à but non lucratif pour devenir une société à but lucratif, ce qui pourrait modifier les termes de son contrat avec Microsoft et lui permettre de conclure plus facilement des partenariats avec d'autres entreprises. De plus, les termes de l'accord Microsoft-OpenAI stipulent que, à partir du moment où ChatGPT d'OpenAI atteindra le stade d'intelligence artificielle générale (AGI) et qu'elle pourra raisonner seule, Microsoft perdra sa participation dans l'entreprise. Sam Altman, le CEO d'OpenAI, ne cesse de dire que cela ne saurait tarder. Entre-temps, Microsoft a travaillé à la mise au point d'une technologie d'IA qui pourrait remplacer celle d'OpenAI et servir de base à Copilot et à d'autres produits d'IA. Autant dire qu'il y a là tous les ingrédients d'une guerre.



Au moins un procès antitrust de la part du gouvernement américain

Il y a plusieurs dizaines d'années, Microsoft était le mauvais élève des grandes entreprises technologiques, écrasant ses concurrents par des actions douteuses. Un comportement qui lui a attiré les foudres du gouvernement fédéral américain, avec un procès antitrust qui l'a fait sortir du peloton de tête des entreprises technologiques, lui a fait perdre une décennie jusqu'à devenir un outsider. Après l'arrivée de Satya Nadella, Microsoft est devenu le chouchou du marché, évitant largement les poursuites fédérales, tandis qu'Amazon, Meta, Google et Apple faisaient l'objet d'actions antitrust qui menaçaient le fondement de leurs activités. Ce ne sera probablement plus la même chose en 2025. La Federal Trade Commission (FTC) a lancé une vaste enquête sur des pratiques de Microsoft qu'elle estime anticoncurrentielles. L'agence s'intéresse aux fondements de l'entreprise et de ses pratiques commerciales : l'IA, le cloud, sa suite de productivité et Teams. La plainte pourrait également mettre en péril les contrats de plusieurs milliards de dollars conclus par Microsoft avec le gouvernement américain, car la FTC a commencé à s'intéresser à ses mauvaises pratiques en matière de sécurité. Reste à voir si l'administration Trump poursuivra l'enquête et finira par engager des poursuites contre Microsoft. J'aurais tendance à penser que ce sera le cas. Elon Musk, l'un des principaux conseillers de Donald Trump, est désormais en concurrence avec Microsoft avec son entreprise d'IA xAI, et il utilisera très certainement son accès au sommet de l'administration pour faire pression pour maintenir les poursuites judiciaires. Celui-ci poursuit déjà Microsoft et OpenAI pour avoir tenté d'utiliser leur position dominante pour obtenir un monopole sur l'IA.

La propriété intellectuelle au coeur de batailles plus intenses

Microsoft et d'autres entreprises de genAI sont confrontées à un problème

encore plus important que les poursuites antitrust : le manque de contenu sur lequel former des outils de genAI comme Copilot et ChatGPT. Leur amélioration nécessite d'énormes quantités de propriété intellectuelle. Jusqu'à présent, les entreprises se sont contentées de récupérer tout ce qu'elles pouvaient trouver, majoritairement sans payer, en prétendant qu'elles pouvaient utiliser le matériel en vertu du principe de l'usage équitable. Cela a donné lieu à de nombreuses actions en justice contre Microsoft et d'autres entreprises spécialisées dans l'IA pour vol de propriété intellectuelle. Dans l'une des plus importantes, le New York Times a réclamé des « milliards de dollars de dommages et intérêts statutaires et réels » en raison de ce que le quotidien appelle « la copie et l'utilisation illégales des oeuvres d'une valeur unique, propriétés du journal ». Microsoft et d'autres entreprises spécialisées dans l'IA ont commencé à conclure des accords avec des éditeurs pour payer le contenu nécessaire à l'entraînement de leurs modèles d'IA. En novembre, Microsoft a conclu un accord avec l'éditeur HarperCollins afin d'utiliser un grand nombre de livres de l'entreprise, en dehors des fictions, pour entraîner un nouveau produit de genAI. Ce premier accord pourrait bien être suivi cette année par de nouveaux accords du même genre entre la firme et d'autres entreprises.

Maintenir Donald Trump à distance

Depuis l'élection de Donald J. Trump, un certain nombre de dirigeants et d'entreprises du secteur des grandes technologies ont adopté une attitude MAGA à part entière. Mark Zuckerberg, de Meta, a fait un don d'un million de dollars pour l'investiture du président Trump, mis fin au fact-checking sur les plateformes Meta, renoncé à contrôler les discours haineux, interrompu les efforts menés par l'entreprise en faveur de la diversité, supprimé les thèmes transgenres et non binaires de ses applications et même retiré les tampons des toilettes pour hommes, qu'elle avait mis à la disposition de ses employés non binaires et

transgenres. Il n'est pas le seul. Des dirigeants de Google, d'Amazon, d'Apple et d'autres entreprises se sont également inclinés devant M. Trump. Microsoft a été la seule à résister jusqu'au début du mois de janvier, pour finalement donner un million de dollars pour l'investiture de M. Trump. À part ça, l'entreprise n'a pas réduit ses efforts en matière de diversité et n'a pas modifié sa culture d'une manière ou d'une autre pour l'aligner sur la façon de penser de M. Trump. Et M. Nadella n'a pas rendu visite à Donald Trump à Mar-a-Lago, comme l'ont fait tant d'autres dirigeants de la tech. Désormais, la grande question est de savoir si M. Nadella va continuer à tenir M. Trump à l'écart et s'il ne va pas essayer de rendre la culture de l'entreprise plus conforme à ce que le nouveau président aimerait y voir ? À mon avis, M. Nadella va maintenir le cap. Mais nous verrons bien.

Enfin, des résultats sur les vrais revenus de l'IA... ou pas

La dernière question, la plus importante, qui se pose peut-être pour la santé financière de l'entreprise, est de savoir si Microsoft pourra attirer suffisamment de clients pour rentabiliser ses ambitions en matière de genAI. Finie l'époque du battage médiatique où le potentiel attendu était plus important que les revenus. En 2025, le ROI va rencontrer la réalité. Et c'est particulièrement important parce que les investissements qu'il faudra faire dans la genAI sont bien plus élevés que dans n'importe quelle autre technologie avant elle. Microsoft peut dépenser tous les milliards qu'il veut pour l'infrastructure, l'électricité, les centres de données, la formation et le développement. Mais si les entreprises et les particuliers ne trouvent pas l'IA utile et ne dépensent pas d'argent pour l'utiliser, cela ne servira à rien. Microsoft affirme avoir beaucoup de clients, en évitant de donner trop de détails à ce sujet. Par exemple, on ne sait pas combien de personnes paient pour utiliser Copilot chaque mois et ce que cela représente en revenus pour l'entreprise. À la place, Microsoft publie des statistiques un peu douteuses disant que « plus de 85 % des entreprises du classement Fortune 500 utilisent Microsoft AI » ou que « près de 70 % des entreprises du classement Fortune 500 utilisent Microsoft 365 Copilot ». Il est fort probable que ces chiffres soient basés sur les cas d'entreprises qui lancent de petits programmes pilotes pour tester l'utilité de l'IA. Les programmes pilotes ne génèrent pas beaucoup de revenus : seuls les déploiements complets le font. Nous saurons en 2025 si l'IA commence à porter ses fruits quand Microsoft communiquera de véritables chiffres de revenus ou dira précisément combien de personnes payent activement des abonnements à l'IA. En attendant, il faut considérer ces chiffres comme de la poudre aux yeux.

Mots fléchés

Situation				On peut l'avoir derrière la tête		Anéantit		Acteur américain (Sean) Attacha		Ennuyeuse		Exister	
Prodigieusement		Remboursé											
Matière minérale		Possédassent		Racine comestible		Département français				Tantale		Pays d'Asie	
						Échassier proche de la cigogne							
						Frustes							
Pour le petit rat					Taillés		École située à Strasbourg	Il a son passage	Recueil d'anecdotes				Brasses
Explorer									Nombre				
										Style			
Restes			Se poser sur un astre lumineux							Agence spatiale européenne			
Unique													
			Hollandais								De forme ovale	Oeuf de pou	
Département français	Stratus ou cumulus						Par			Mot de passe			
	Décoration						Moyen de locomotion rapide			Candide			
			Qui a trait à un de nos sens										
			Monnaie romaine										
Assemblée		Qualité d'une huile				Femelle du singe							Espèce d'un arbre
		Courroux				Service imprenable							
				Service commercial				Intermédiaire	Abri du lièvre				
				Volcan sicilien					Affluent du Danube				
Relatif à la Haute-Ecosse					Adepte de reggae		Entre chauds et froids						
Exprimer													
							Naturel					L'après-midi au spectacle	
							Blazers						
Salir		Tante de Bambi				Provenu				Précède l'avocat			
		Attributs du cocu				Nom d'un prison française				Article défini			
									Course avant le saut				
Trouble anxieux				Petit récipient						Pour écouter			
				Chanteur français (Boris)						Affluent du Rhin			
Groupie	Souhaitant							En ce lieu	Continent				
	Équidé								Le plancher des vaches				
			Six romain		Regarda de haut						Pour attirer l'attention		Règle pour dessinateur
Fleuve russe					Calmar								
Économise													
						Terre d'argile				Grande ouverte			

Plus de 7 millions m³ d’eaux recueillies par le barrage de Tichy-Haf en 48 h

Plus de sept (7) millions de mètres cubes d’eau ont été recueillis par le barrage de Tichy-Haf ces dernières 48 heures, à la faveur des récentes pluies qui se sont abattues sur la wilaya de Bejaia, a-t-on appris auprès de la direction de cet ouvrage hydraulique. Selon le directeur de l’ouvrage, Mustapha Dehgane, cet apport en eau porte les réserves hydriques ainsi stockées par le barrage à 34 millions de m3, soit un taux de remplissage de l’ordre de 44 %. "L’afflux des eaux se poursuit avec force", s’est-il réjoui, n’excluant pas l’éventualité de voir le bassin se remplir à moitié dès le début de la fin de semaine en cours en raison des apports provenant de l’oued " Boussalem " mitoyen et dont les remontées hydriques apportent quotidiennement de considérables volumes d’eau.

Les Enjeux

Quotidien national de l’économie

Eco

Mardi 21 janvier 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RIZ

Les prix sont attendus en 2025 à leur plus bas niveau depuis 10 ans

Le riz est la seule céréale majeure destinée presque exclusivement à l’alimentation humaine. Cette spécificité fait de la graminée un produit de première nécessité dont les évolutions ont des implications directes sur la sécurité des pays importateurs. Après avoir atteint en 2023 leur plus haut niveau depuis 2008 et être redescendus en 2024, les prix mondiaux du riz connaîtront une nouvelle accalmie cette année. Selon la dernière note de l’Observatoire des statistiques internationales sur le riz (Osiriz), ceux-ci pourraient même descendre à leur plus bas niveau depuis 10 ans. Le scénario pronostiqué par la revue du Cirad a pour toile de fond principale le niveau confortable des disponibilités sur le marché mondial. En effet, la campagne 2024/2025 s’annonce exceptionnelle avec une production de riz blanchi qui devrait atteindre 532,8 millions de tonnes selon les dernières prévisions du Département américain de l’agriculture (USDA). C’est plus de 10 millions de tonnes de plus que l’année précédente et un nouveau record. Cette performance est d’abord le fait de l’Inde dont l’offre est attendue en hausse de plus de 7 millions de tonnes à 145 millions de tonnes. Un niveau attribuable aux pluies abondantes de la mousson, qui ont incité les agriculteurs à étendre les superficies cultivées. En dehors de l’Inde, la situation de l’offre sera aussi bonne en Thaïlande, au Vietnam et au Pakistan où les récoltes devraient progresser cette saison, quoique de manière plus modérée.

ASSISES NATIONALES SUR LE CINÉMA

Nécessité de promouvoir la production, le financement et l’investissement

Les participants aux différents ateliers sur le cinéma organisés, dimanche à Alger, ont affirmé au premier jour des assises nationales sur le cinéma l’importance de "développer la production, le financement et la distribution" et de "soutenir l’investissement" dans le domaine du cinéma tout en assurant "une gouvernance efficace" dans le secteur pour relancer l’industrie cinématographique algérienne. Intervenant aux différents ateliers, des réalisateurs, producteurs, experts, investisseurs et acteurs dans le domaine de l’industrie cinématographique ont formulé leurs propositions au sujet de plusieurs questions liées à la réalité du cinéma en Algérie et ses perspectives, estimant que ces assises, dont l’ouverture a été présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "constituent une étape cruciale dans le renforcement des acquis réalisés", "le lancement d’une nouvelle dynamique" et "l’élaboration d’une feuille de route claire à la hauteur des attentes futures du cinéma algérien". Il s’agit, selon les intervenants, "d’un espace important pour évaluer les réalisations accomplies sur le terrain, comprendre les défis actuels et développer des solutions réalistes et concrètes", en veillant à évaluer le progrès réalisé sur les plans, législatif et structurel et à examiner l’efficacité des mécanismes introduits en vertu de la loi sur l’industrie cinématographique promulguée en 2024. Les interventions ont porté également sur l’importance de définir de bonnes pratiques, de corriger les lacunes, de renforcer le cadre institutionnelle et réglementaire, de renforcer les mécanismes de gouvernance et de contrôle pour garantir la transparence et une performance efficace, en sus de définir clairement les rôles et responsabilités des secteurs, public et privé". En dépit des réalisations importantes accomplies ces dernières années, dont la promulgation de la loi sur

l’industrie cinématographique, "le secteur du cinéma continue de faire face à plusieurs défis structurels et fonctionnels liés à l’application des textes législatifs et à l’interférence entre les prérogatives des différentes instances mais aussi au manque de sources de financement durables et diversifiées garantissant la pérennité des projets cinématographiques, et ce de par le manque d’infrastructures adéquates et modernes consacrées à l’industrie cinématographique". Les participants ont souligné, en outre, "l’absence de conventions collectives protégeant les droits des travailleurs du secteur, la difficulté à attirer le public en salles, le retard accusé en matière d’adoption de technologies modernes dans les domaines de la production, de la distribution et de l’archivage cinématographique, outre une présence en déclin du cinéma algérien au niveau international" Les ateliers ont porté sur cinq axes principaux élaborés pour répondre aux défis contemporains auxquels est confronté le secteur du cinéma. Ainsi, les axes choisis ont permis aux participants d’aborder les défis soulevés et de proposer des solutions pratiques et durables. A ce propos, l’atelier sur "l’économie et le financement du cinéma" s’est penché sur "des questions concernant, entre autres, l’amélioration des mécanismes de financement public, l’octroi d’incitations fiscales pour drainer les investissements et la mise en place de mécanismes favorisant la production, la distribution et l’exploitation des œuvres cinématographiques". Quant à l’atelier sur la "gouvernance et le cadre réglementaire du cinéma", les interventions ont braqué les projecteurs sur "l’importance de renforcer le cadre juridique et institutionnel en vue d’une gouvernance moderne et transparente du secteur, d’appliquer les dispositions de la loi sur l’industrie cinématographique, de définir les rôles et responsabilités entre les dif-

férentes institutions et de créer des organismes à même d’assurer un suivi efficace des politiques publiques". L’atelier sur la déontologie, les relations professionnelles et la formation a permis aux participants de soulever des préoccupations concernant la nécessité "d’instaurer un environnement professionnel fondé sur une charte éthique claire et une organisation transparente en sus d’élaborer et de mettre en œuvre des conventions collectives pour les métiers cinématographiques, ainsi que de réglementer les relations contractuelles et les conditions de travail et de créer des mécanismes de médiation professionnelle". Concernant l’atelier sur le public et la "distribution des œuvres cinématographique" il a permis de formuler des propositions visant à rétablir le lien entre la projection de films et le public, en relançant les espaces de projection, en rénovant et en modernisant les salles de cinéma, tout en encourageant les ciné-clubs et les festivals locaux". L’atelier sur la numérisation, les technologies et la sauvegarde du patrimoine cinématographique a porté sur les moyens d’assurer une transition numérique efficace susceptible de préserver et de valoriser durablement le patrimoine cinématographique algérien, grâce à la numérisation et à l’archivage cinématographique, outre la création de plateformes numériques de diffusion et de distribution d’œuvres cinématographiques et la formation spécialisée dans les métiers numériques liés au cinéma." Les Assises nationales sur le cinéma s’inscrivent dans une vision nouvelle, globale, cohérente et participative, en phase avec les objectifs nationaux. Ces assises regroupent les différents acteurs du monde du cinéma, dans le but d’élaborer une feuille de route opérationnelle permettant de franchir des étapes concrètes vers la création d’une industrie cinématographique moderne et compétitive.

ALGÉRIE-FRANCE

Dominique de Villepin critique vertement le gouvernement français

L’ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, a vertement critiqué le gouvernement français et sa gestion des grandes affaires diplomatiques, notamment les relations avec l’Algérie, en dénonçant les provocations du ministre de l’Intérieur, Bruno Retailleau, l’accusant de «mépriser» l’histoire et les liens profonds unissant les deux nations. «Quelque chose qui m’afflige tous les jours, c’est la façon dont les grandes affaires diplomatiques sont traitées aujourd’hui par les hommes politiques français, par Twitter en quelques phrases», a dénoncé Dominique de Villepin dans un entretien à Médiapart, diffusé sur le compte Youtube du média français. «+Il faut dénoncer l’accord de 1968 avec l’Algérie+ (propos de Retailleau). Quand on a l’histoire que nous avons avec l’Algérie, est ce qu’on peut la ramener à une formule comme celle-là?! Qu’est ce que cela

veut dire?. Il faut supprimer l’accord de 1968?. C’est ça une diplomatie ? C’est ça une politique vis-à-vis d’un pays avec lequel nous sommes liés par la culture, par l’histoire, par la géographie, et par le peuple?», s’est interrogé de Villepin, également ancien chef de la diplomatie française. Pour lui, «on ne peut pas aujourd’hui prétendre parler au monde en employant uniquement le langage de la surenchère» parce que, explique-t-il, «il s’agit d’appuyer sur une touche pour dire surenchère. Exclure, éloigner, et marquer de la fermeté, ce sont des marqueurs politiques», dans une société «où on progresse dans les sondages, on progresse dans les vues et dans les likes, parce qu’on emploie les bons marqueurs». Les déclarations de Dominique de Villepin défendant avec force l’Algérie, viennent s’ajouter aux nombreuses voix qui se

sont élevées en France pour critiquer la récente campagne de désinformation menée contre l’Algérie par l’extrême droite et fustiger l’acharnement de certaines parties contre les Algériens. La semaine passée, une députée française du parti «La France insoumise» (LFI) avait vigoureusement dénoncé les provocations du ministre de l’Intérieur de son pays contre l’Algérie, le qualifiant de «piètre agitateur». «Votre ministre de l’intérieur s’est illustré par ses déclarations racistes en qualifiant une partie de nos concitoyens de français de papiers», avait déploré la présidente du groupe parlementaire «La France insoumise», Mathilde Panot, à l’adresse du Premier ministre François Bayrou, lors du débat sur la politique générale du gouvernement français. Et la directrice de la revue Regards, Catherine Tricot, avait, elle aussi, réagi aux

provocations du ministre français de l’Intérieur, et estimé que la France «ferait bien de se calmer et de considérer ses relations avec le monde». De son côté, l’ex ministre Ségolène Royal avait évoqué récemment la «dette morale» qu’avait la France envers l’Algérie, une dette en lien avec les crimes commis durant la colonisation, tandis que le parti de gauche La France insoumise, à travers son groupe parlementaire à l’Assemblée française, avait lui aussi vertement critiqué les ministres et responsables français qui se sont attaqués récemment à l’Algérie. De plus, la Fédération franco-algérienne de consolidation et du renouveau (FFA) avait exprimé, pour sa part, sa «plus vive indignation face à la campagne politico-médiatique, dirigée contre l’Algérie et les Algériens».

APS